



Les moteurs de la croissance inclusive en Afrique



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Les moteurs de la croissance inclusive en Afrique



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Pour commander des exemplaires du rapport sur la *Les moteurs de la croissance inclusive en Afrique* par la Commission économique pour l'Afrique, veuillez contacter :

Section des publications
Commission économique pour l'Afrique
Menelik II Avenue
B.P. 3001
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél : +251 11 544-9900
Télécopie : +251 11 551-4416
Courriel : ecainfo@uneca.org
Web : www.uneca.org

© 2018 Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés
Première édition : octobre 2018

La reproduction, en tout ou en partie, de la teneur de cette publication est autorisée. La Commission demande qu'en pareil cas, il soit fait mention de la source et que lui soit communiqué un exemplaire de l'ouvrage où sera reproduit l'extrait cité.

Conception et impression: Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, Addis-Abeba, certifié ISO 14001:2004.
Imprimé sur du papier sans chlore

Photo de couverture: www.shutterstock.com

Table of Contents

Remerciements.....	IV
Résumé.....	V
1. Introduction.....	1
2. Vue d'ensemble de la croissance et des inégalités en Afrique.....	3
2.1 La croissance africaine depuis 2000.....	3
2.2 Évolution des inégalités de revenus en Afrique depuis 2000.....	5
3. Définition et mesure de la croissance inclusive.....	9
3.1 Définir la croissance inclusive.....	10
3.2 Mesurer la croissance inclusive.....	12
4. Croissance inclusive en Afrique : résultats descriptifs.....	14
5. Moteurs de la croissance inclusive en Afrique : cadre conceptuel, modèle économétrique et résultats de l'estimation.....	20
5.1 Cadre conceptuel des moteurs de la croissance inclusive.....	20
5.2 Modèle économétrique.....	21
5.3 Résultats économétriques.....	26
6. Conclusions et implications.....	34
Références.....	37
Appendice A.....	43

Remerciements

Le présent document est cosigné par Khaled A. Hussein, chef de la Section de l'analyse macroéconomique, Allan Mukungu (économiste à la CEA) et Yesuf Mohammednur Awel (consultant). Les auteurs voudraient exprimer leur profonde reconnaissance à Adam Elhiraika, Directeur de la Division de la macroéconomie et de la gouvernance de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), pour ses conseils et ses suggestions. Ils remercient également Hopestone Chavula (économiste à la CEA) et Nadia Ouédraogo (économiste adjointe à la CEA) pour leurs observations et suggestions détaillées qui ont permis d'améliorer cette publication. Les auteurs assument toutefois l'entière responsabilité des erreurs ou omissions qui pourraient y subsister. Les opinions et conclusions exposées dans le présent document sont celles des auteurs et n'entendent pas représenter celles de la CEA ou d'aucune autre entité.

Résumé

La croissance de l'Afrique entre 2000 et 2015 s'est classée au deuxième rang des régions du monde pour la rapidité de sa croissance, après l'Asie de l'Est et du Sud, une performance qui a fait renaître un espoir de prospérité. Cependant, le continent s'est également classé au deuxième rang mondial en termes d'inégalités de revenus, après l'Amérique latine. Cette constatation a suscité des préoccupations quant à l'inclusivité de la croissance africaine. Le caractère inclusif de la croissance fait l'objet d'une attention accrue dans les milieux tant universitaires que décisionnels, plusieurs définitions et moyens de mesure étant proposés, ce qui tendra à révéler un manque d'unanimité en la matière. Les auteurs définissent la croissance inclusive comme une croissance générale des revenus que se partagent tous les membres de la société (c'est-à-dire une croissance qui bénéficie à tout un chacun au sein de l'économie), ou comme une croissance qui réduit les inégalités, ou encore comme une combinaison des deux. L'évaluation de la croissance inclusive en Afrique et l'étude de ses moteurs s'effectuent à un niveau agrégé. Pour les besoins du présent document, le degré d'inclusivité de la croissance africaine a été calculé selon la méthode dite unifiée de mesure de la croissance inclusive. Il ressort des conclusions dégagées par les auteurs que l'Afrique connaît une croissance légèrement inclusive de 0,246. Les résultats des estimations indiquent également que l'investissement, les dépenses publiques, une politique monétaire souple, des institutions financières compétitives et efficaces, une meilleure infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que des institutions améliorées sont autant de facteurs qui favorisent la croissance inclusive en Afrique. En conformité avec l'hypothèse de convergence conditionnelle qui suggère que les économies plus pauvres ont tendance à croître plus vite que les économies plus riches, les auteurs constatent que le niveau initial du produit intérieur brut (PIB) par habitant peut avoir des effets négatifs et statistiquement significatifs sur la croissance inclusive. Dans l'ensemble, les résultats économétriques attestent l'incidence des politiques macroéconomiques (budgétaires et monétaires), de la qualité des institutions et de la gouvernance, ainsi que des TIC sur la croissance inclusive en Afrique. Il s'ensuit que la promotion d'une croissance inclusive pourrait passer par l'élaboration de politiques macroéconomiques et d'autres interventions en matière de développement. Des recherches complémentaires sont recommandées sur la désagrégation des canaux par lesquels les politiques budgétaires et monétaires affectent la croissance inclusive.

Mots clefs : croissance, inégalités, croissance inclusive, Afrique

1. Introduction

L'Afrique a connu de longues périodes de croissance sans précédent depuis le début du XX^e siècle. Entre 2000 et 2015, le continent a enregistré, avec sa moyenne annuelle de 4,8 %, l'un des taux de croissance moyens les plus élevés au monde depuis la vague des indépendances. Toutefois, on craint de plus en plus que cette croissance n'ait pas été assez largement partagée et que des couches importantes de la population aient été laissées de côté. Ce phénomène a été diversement qualifié de croissance sans emploi (CEA, 2015 ; Sy, 2014 ; Hanson et Leautier, 2013) ou de croissance non inclusive (CEA et Union africaine, 2013). Tout indique que les bénéficiaires de la croissance africaine contournent des segments importants de la population, avec de sérieuses implications pour la répartition des revenus, la réduction de la pauvreté et la stabilité du continent.

Au cours de la deuxième décennie de ce millénaire, l'Afrique s'est attachée à promouvoir sa transformation structurelle par l'industrialisation (CEA, 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016). La question de la croissance inclusive est abordée dans plusieurs documents-cadres relatifs au développement du continent, tels que l'Agenda 2063, qui a alimenté les objectifs de développement durable (en particulier l'objectif 8) adoptés en 2015. Il est donc admis à l'échelle mondiale, régionale et nationale que la qualité de la croissance en Afrique doit s'améliorer dans le sens d'une plus grande inclusivité, afin que personne ne soit laissé pour compte¹.

Plusieurs analystes à travers le monde se sont récemment intéressés à la notion de croissance inclusive (Ali et Son, 2007a ; Ianchovichina et Lundstrom, 2009 ; Rauniyar et Kanbur, 2010 ; Klasen, 2010 ; Anand et al., 2013 ; Ncube, 2015). Cela étant, il existe différentes interprétations du concept lui-même et différentes méthodes pour le mesurer. Aux fins de la présente étude, les auteurs conçoivent la croissance inclusive comme une croissance généralisée des revenus que se partagent tous les membres de la société (c'est-à-dire une croissance qui bénéficie à tout un chacun au sein de l'économie), ou comme une croissance qui réduit les inégalités, ou encore comme une combinaison des deux. Techniquement, la notion de croissance inclusive pourrait être brièvement définie comme une croissance des revenus ajustée en fonction des inégalités. Cette conception est influencée par l'intérêt qu'il y aurait à utiliser une mesure unifiée de la croissance inclusive, qui soit réalisable dans la pratique et puisse s'effectuer à un niveau agrégé sur la base de données limitées.

Les publications sur la croissance inclusive sont peu nombreuses et portent pour une grande part sur sa définition et les façons de la mesurer (Ranieri et Ramos, 2013 ; Klasen, 2010 ; Rauniyar et Kanbur, 2010). Seules quelques études la mesurent effectivement et étudient les facteurs qui la déterminent (Anand et al., 2013 ; Balakrishman et al., 2013 ; Aoyagi et Ganelli, 2015). Ces études sont toutefois axées sur l'Asie, les publications sur la question en Afrique restant quasi-inexistantes. Les auteurs du présent rapport

¹ Les conséquences d'une croissance moins inclusive ne sauraient être sous-estimées, dans la mesure où elles entraînent à la fois des inégalités de revenus et des inégalités dans d'autres domaines comme la santé, l'éducation et la participation politique. Ces facteurs ont des répercussions sur le maintien de la croissance, mise à mal par l'agitation sociale ou la non-valorisation du capital humain, ce qui empêche la demande globale d'atteindre son plein potentiel. D'où la nécessité de se concentrer sur la question de la croissance inclusive.

n'en ont trouvé que deux qui mesuraient la croissance inclusive en Afrique : Ncube (2015) et Hakimian (2013). Ncube s'est attaché à élaborer une méthode pour mesurer la croissance inclusive, puis a construit un indice de croissance inclusive pour l'Afrique et classé les pays sur la base de cet indice. Hakimian a également mesuré le degré d'inclusivité de la croissance, en se concentrant sur l'Afrique du Nord et en suivant la méthode de Ncube. Ces deux études n'ont toutefois pas analysé les facteurs qui favorisent ou inhibent l'inclusivité de la croissance. La présente étude vient combler cette lacune et examine les facteurs associés à la croissance inclusive en Afrique. Qui plus est, elle mesure la croissance inclusive d'une façon différente de celle de Ncube et de Hakimian.

Les auteurs examinent la question de la croissance inclusive en passant en revue les tendances récentes de la croissance et des inégalités, et en exposant la mesure dans laquelle cette inclusivité s'est manifestée en Afrique. En outre, les facteurs associés à la croissance inclusive en Afrique sont examinés à l'aide d'un modèle d'analyse de régression portant sur plusieurs pays. Dans ce modèle, la croissance inclusive est mesurée en fonction de diverses variables explicatives susceptibles de l'influencer. Cette étude fournit le premier ensemble de résultats sur l'inclusivité de la croissance en Afrique fondés sur une analyse de régression, à la différence des études précédentes (Ncube, 2015 ; Hakimian, 2013) qui recouraient à un indice composite basé sur plusieurs indicateurs. De plus, elle présente des données empiriques, sur la base du modèle de régression multipays, concernant les facteurs qui stimulent la croissance inclusive. Selon ces données, le continent devrait en effet s'attacher à cerner et à tirer parti des moteurs de la croissance inclusive pour assurer une prospérité partagée et promouvoir la stabilité.

L'étude commence par présenter le degré d'inclusivité actuel de la croissance africaine, utilisant une mesure unique et unifiée qui intègre croissance et répartition des revenus. Elle explore ensuite les facteurs qui stimulent la croissance inclusive. Les résultats économétriques obtenus par les auteurs fournissent des indications sur le rôle joué à cet égard par les politiques macroéconomiques (budgétaires et monétaires), la qualité des institutions et de la gouvernance, et d'autres facteurs tels que les TIC et la rente des ressources naturelles.

Le reste du document est structuré comme suit : dans la section 2, les auteurs présentent quelques tendances et faits stylisés concernant la croissance et l'égalité en Afrique; dans la section 3, ils définissent et exposent la méthode qui servira à mesurer la croissance inclusive en Afrique; dans la section 4, ils décrivent le niveau de croissance inclusive en Afrique; dans la section 5, ils posent le cadre conceptuel et économétrique de leur modèle de croissance inclusive et fournissent les résultats économétriques auxquels celui-ci a donné lieu en soumettant les données africaines à des régressions multipays effectuées sur échantillon. La dernière section présente une conclusion et un examen des enseignements à tirer sur le plan décisionnel.

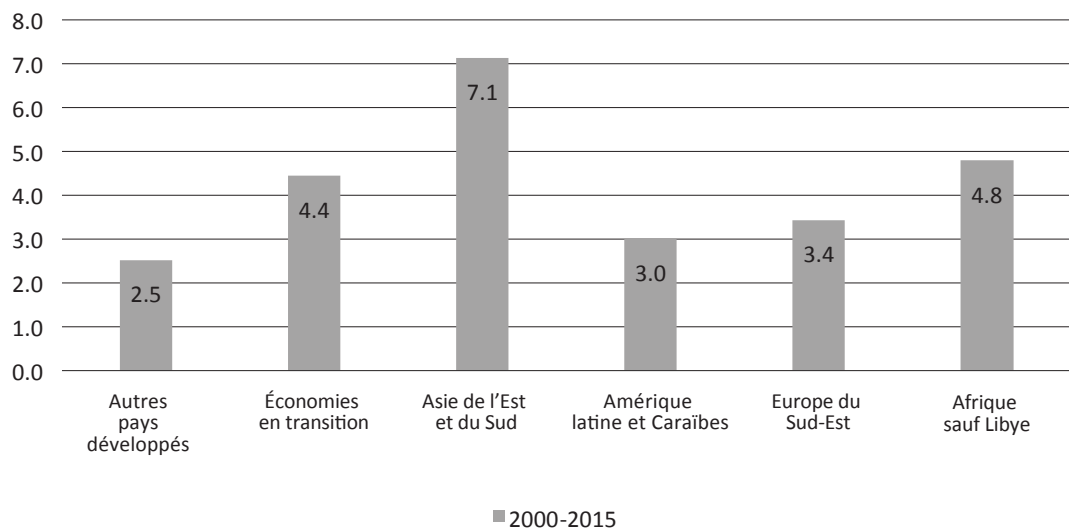
2. Vue d'ensemble de la croissance et des inégalités en Afrique

2.1 La croissance africaine depuis 2000

Depuis le début du siècle, l'Afrique a enregistré une croissance spectaculaire qui a redonné espoir au continent. Au cours de la période 2000-2015, cette croissance a atteint une moyenne annuelle de 4,8 %, ce qui en a fait la deuxième région du monde pour la rapidité de sa croissance, après l'Asie de l'Est et du Sud (voir la figure 2.1). Situation qui contraste avec le sentiment de désespoir engendré par la stagnation observée pendant la majeure partie de la période 1960-2000. L'Afrique avait ainsi connu une croissance de 2,4 % seulement entre 1980 et 1999, par rapport aux 4,8 % de la période 2000-2015. Les récentes performances ont été attribuées en grande partie à la flambée des prix des produits de base, à la réduction de la dette extérieure et à l'amélioration de la balance courante grâce à des politiques macroéconomiques saines, à l'aide étrangère et aux annulations de dettes.

Au total, 10 pays africains ont enregistré une croissance moyenne supérieure ou égale à 7 % au cours de la période 2000-2015, 30 pays une croissance moyenne comprise entre 3 % et 7 %, et 9 pays une croissance annuelle inférieure à 3 %. Seule la République centrafricaine a enregistré des résultats médiocres, avec une croissance annuelle moyenne négative de 0,5 % au cours de la même période.

Figure 2.1: Croissance économique par région du monde, 2000-2015 (Pourcentage)



Source : Département des affaires économiques et sociales, ONU.

Croissance en Afrique par sous-région durant la période 2000-2015

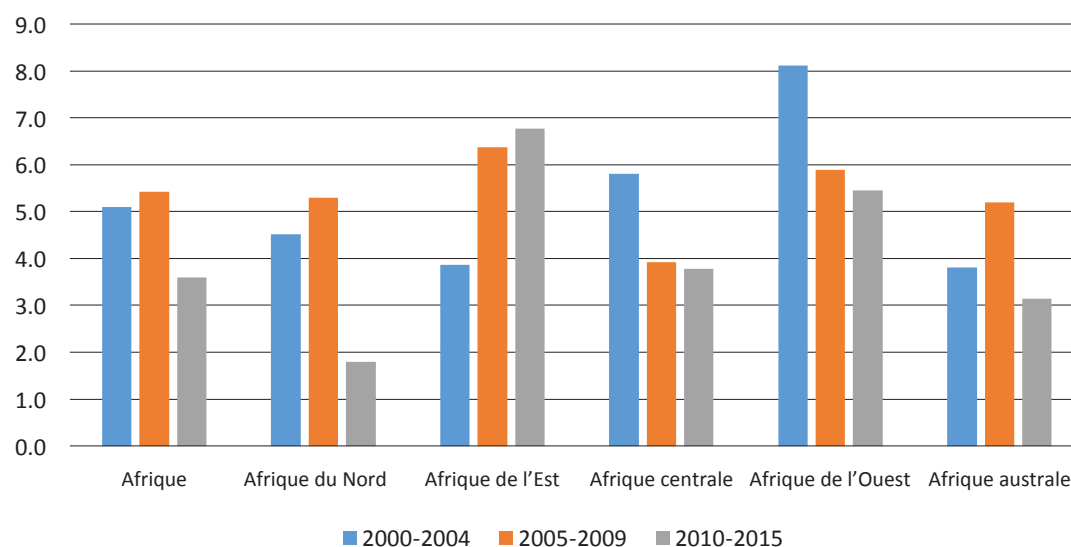
Les schémas de croissance observés à l'échelle du continent se retrouvent dans les sous-régions, à l'exception de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest. En Afrique centrale, la croissance est passée d'une moyenne de 5,8 % entre 2000 et 2004, à 3,9 % entre 2010 et 2014, et à 3,8 % entre 2005 et 2009. En Afrique de l'Ouest, elle est passée de 8,1 % au cours de la période 2000-2004, à 5,9 % entre 2005 et 2009, et à 5,5 % entre 2010 et 2014. En dépit de cette baisse, les résultats de l'Afrique de l'Ouest au cours de toute cette période l'ont classée au deuxième rang des sous-régions africaines pour la rapidité de sa croissance.

Entre 2000 et 2015, l'Afrique de l'Est a réalisé de très bons résultats, parmi les sous-régions, avec une croissance rapide de 3,9 %, 6,4 % et 6,8 % par an respectivement durant les périodes 2000-2004, 2005-2009 et 2010-2015. Cette croissance rapide enregistrée en Afrique de l'Est a été stimulée par l'augmentation des dépenses publiques consacrées aux infrastructures et au secteur social.

Le taux annuel moyen de croissance de l'Afrique s'était établi à 4,5 et 5,3 % respectivement au cours des périodes 2000-2004 et 2005-2009, mais du fait de la crise économique mondiale de 2008-2009 et des troubles sociaux qui se sont manifestés sur le plan national, ce taux est tombé à un niveau annuel moyen de 1,8 % pour la période 2000-2015. De même, l'Afrique australe, dont le taux de croissance annuel moyen avait atteint respectivement 3,8 % et 5,2 % en 2000-2004 et 2005-2009, a vu sa croissance ralentir en 2010-2015 pour s'établir à 3,1 %.

En général, l'Afrique a affiché une croissance remarquablement rapide au cours de la période 2000-2015. Fait important, cette croissance est restée impressionnante en dépit de la crise financière mondiale qui a provoqué un ralentissement dans la plupart des régions du monde. La flambée des prix des produits de base, l'amélioration de la gestion macroéconomique, l'allègement de la dette et l'accroissement de l'aide

Figure 2.2: Croissance en Afrique par sous-région, 2000-2015 (valeur moyenne sur cinq ans) (Pourcentage)



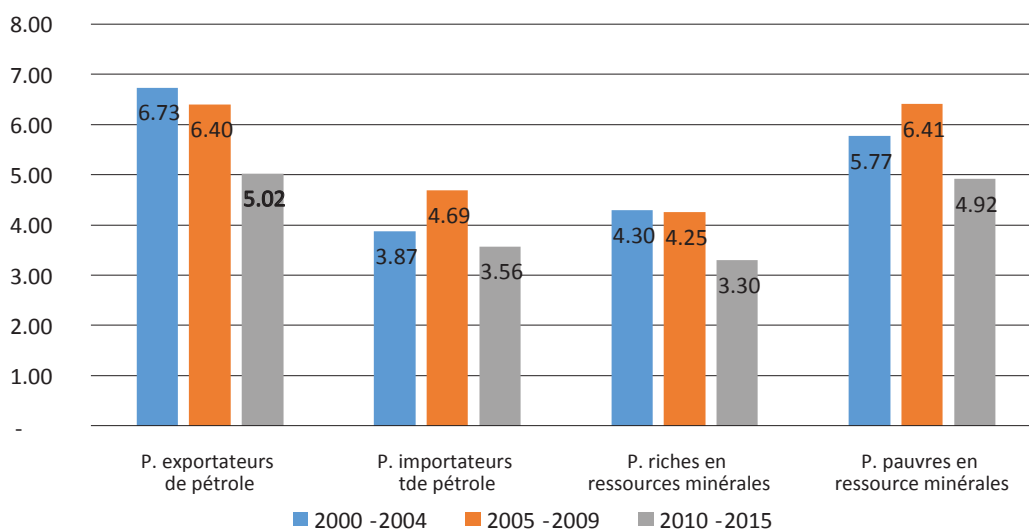
Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

étrangère ont contribué à l'amélioration de la croissance enregistrée au cours de la période 2000-2015.

Croissance en Afrique par groupe économique durant la période 2000-2015

Conséquence logique de la flambée des prix des matières premières, en particulier des cours du pétrole, la croissance des pays exportateurs de pétrole a été la plus forte, à un taux moyen de 5,99 % pendant la plus grande partie des années 2000-2015, suivie par celle des économies pauvres en ressources minérales, qui ont enregistré une croissance moyenne de 5,65 % par an. Les pays importateurs de pétrole et les pays riches en ressources minérales ont obtenu des résultats similaires, avec une croissance annuelle moyenne de 4,01 % et 3,91 % respectivement.

Figure 2.3: Growth in Africa by economic group, 2000-2015 (Per cent)



Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

2.2 Évolution des inégalités de revenus en Afrique depuis 2000

L'évolution des inégalités de revenus en Afrique est présentée pour la période 2000-2015 sur la base de l'indice de Gini, mesure couramment utilisée pour rendre compte de la concentration des revenus. Les données exploitées par les auteurs pour calculer l'indice de Gini proviennent de l'édition 2017 des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. Toutes les données disponibles pour les pays africains dans la base de données sont utilisées, mais l'échantillon ne couvre pas tous les pays africains, dès lors que des données font défaut pour certains pays. Dans le monde, seule l'Amérique latine présente des revenus plus inégaux que l'Afrique.

Au cours de la période 2000-2014, l'indice de Gini de l'inégalité des revenus a légèrement reculé, passant de 44,73 à 42,51. Le niveau actuel des inégalités est cependant élevé et les moyens nécessaires doivent être mis en œuvre pour s'attaquer à

la question. En moyenne, les inégalités se sont accrues dans 20 pays et se sont réduites dans 17 pays, l'échantillon considéré étant constitué de pays ayant fait l'objet d'au moins deux observations entre 2000 et 2014. Pendant cette période, les accroissements les plus marqués ont été observés en Afrique du Sud, en Guinée-Bissau, au Malawi, en République centrafricaine et en Zambie, et les réductions les plus marquées, en Angola, au Burkina Faso, en Mauritanie, au Niger et en Sierra Leone.

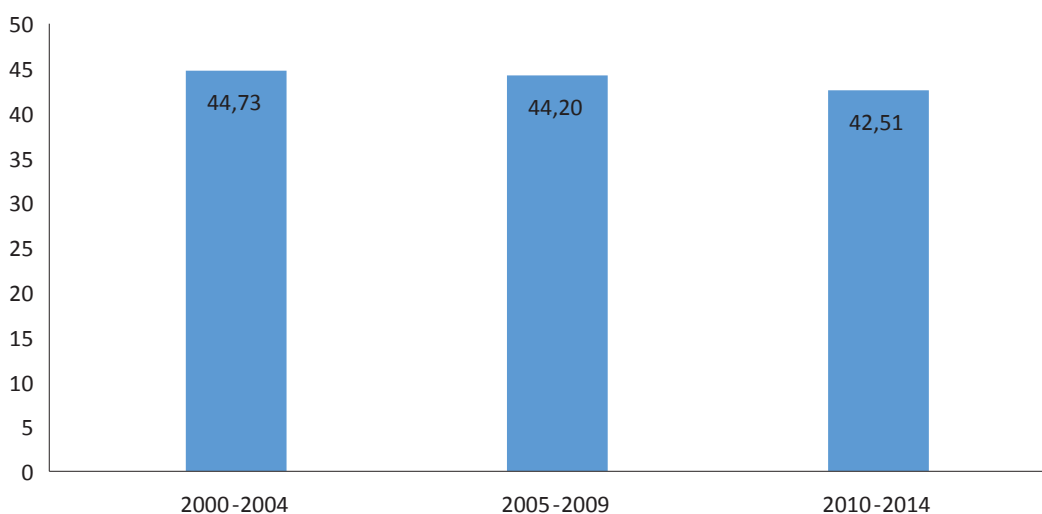
Si l'on considère la distribution des revenus selon l'indice de Gini pour la période 2000-2014, les inégalités restent à un niveau élevé malgré la croissance remarquable qui a caractérisé ces années. La situation selon l'indice de Gini pondéré par la population est similaire à celle qui ressort des résultats non pondérés.

Inégalités des revenus par sous-région durant la période 2000-2014

En conformité avec le constat global d'un niveau élevé d'inégalités en faible régression, la répartition des revenus dans les sous-régions fait ressortir un niveau élevé d'inégalités qui tend à baisser lentement, sauf en Afrique centrale, où les inégalités ont d'abord augmenté, passant de 39,43 au cours de la période 2000-2004 à 47,14 entre 2005 et 2009, pour régresser ensuite à 42,41 au cours de la période 2010-2014, ce qui reste un niveau élevé comparé à la période 2000-2004.

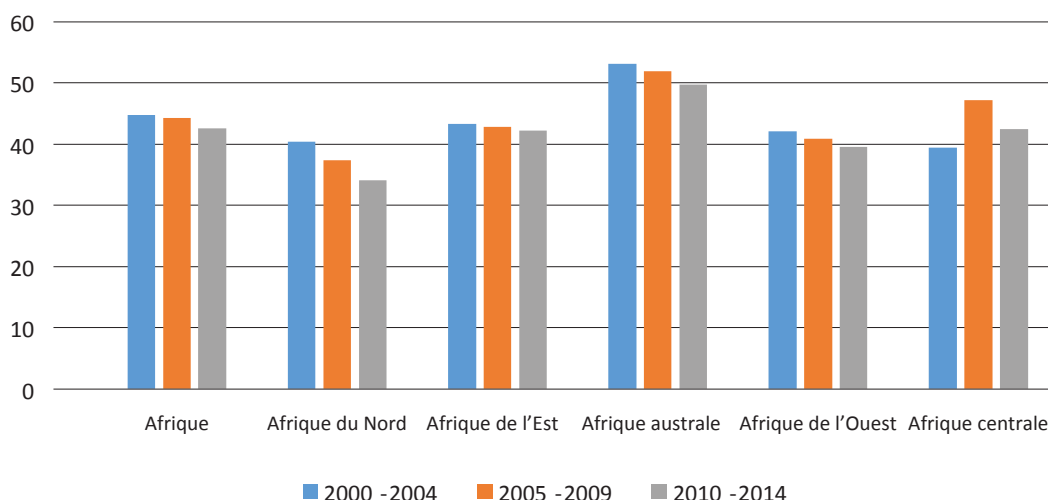
C'est en Afrique australe que les inégalités se sont avérées les plus grandes pendant toute la période considérée (2000-2014). Presque tous les pays de la sous-région, à l'exception de Maurice, ont affiché des niveaux supérieurs à la moyenne africaine. En Afrique du Sud, par exemples, les forces macroéconomiques et structurelles, et celles du marché du travail, n'ont toujours pas favorisé la redistribution et le partage des bénéfices de la croissance. L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest ont également connu des niveaux d'inégalités élevés, situés après celui de l'Afrique australe, et qui n'ont que légèrement diminué au cours de la période 2000-2014. Malgré la croissance rapide enregistrée au cours de cette période et les excellents résultats obtenus par l'Afrique de l'Est, les inégalités ne s'y sont pas sensiblement réduites. L'amélioration

Figure 2.4: Income inequality in Africa, 2000-2014 (Unweighted Gini index)



Source : Calculs des auteurs fondés sur les données des Indicateurs du développement dans le monde 2017 de la Banque mondiale.

Figure 2.5: Inégalités des revenus en Afrique par sous-région, 2000-2014 (Indice de Gini non pondéré)



Source : Calculs des auteurs fondés sur les données des *Indicateurs du développement dans le monde 2017* de la Banque mondiale.

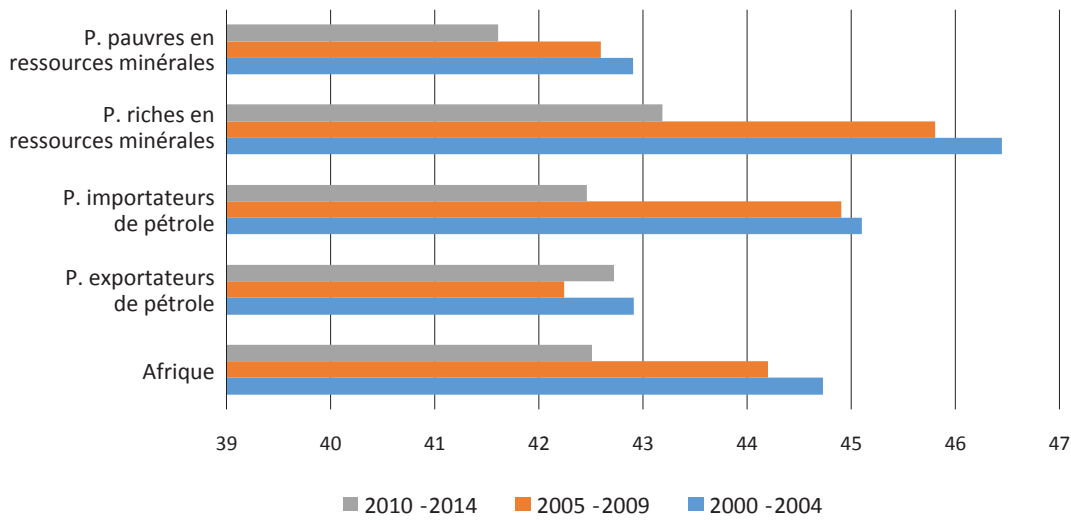
de la répartition des revenus a été lente en Afrique de l'Ouest, comme en témoigne la légère baisse de l'indice de Gini, qui est passé de 42,08 à 39,52. L'Afrique du Nord a affiché un niveau d'inégalités moins élevé que les autres sous-régions et est arrivée à les réduire davantage.

Inégalité des revenus par groupe économique au cours de la période 2000-2014

Si l'on observe le niveau des inégalités au cours de la période 2010-2014, ce sont les économies riches en ressources minérales qui ont affiché le niveau le plus élevé, avec un indice de Gini moyen de 43,19. Un niveau très similaire a été relevé dans les pays riches et pauvres en pétrole, dont l'indice de Gini moyen était respectivement de 42,72 et 42,47. Pour leur part, avec un indice de Gini moyen de 41,61, les économies pauvres en ressources minérales ont affiché un niveau d'inégalités relativement faible, mais élevé en termes absolus.

Si l'on observe la tendance des inégalités au cours de la période 2000-2014, on constate une légère amélioration de la distribution des revenus. À l'échelle du continent, les inégalités des revenus se sont amenuisées, l'indice de Gini moyen passant de 44,73 à 42,51 entre 2000 et 2014. Au niveau des groupes économiques, la réduction la plus forte a été relevée dans les économies riches en ressources minérales, suivies par les économies pauvres en pétrole. Les économies pauvres en ressources minérales ont réussi à réduire légèrement leurs inégalités, tandis que les économies riches en pétrole ont enregistré des résultats médiocres, avec une baisse marginale des inégalités de revenus au cours de la période considérée.

Figure 2.6: Inégalités des revenus en Afrique par groupe économique, 2000-2014 (Indice de Gini non pondéré)



Source : Calculs des auteurs fondés sur les données des *Indicateurs du développement dans le monde 2017* de la Banque mondiale.

L'Afrique a connu une croissance rapide tout en voyant ses inégalités se maintenir avec persistance à un niveau élevé. Ce qui veut dire que la croissance rapide de la période 2000-2014 ne s'est pas traduite par une réduction des inégalités de revenus.

3. Définition et mesure de la croissance inclusive

Les premières publications sur le développement font valoir que la croissance rapide est le moyen le plus efficace d'améliorer le bien-être. En fait, le creusement des inégalités est considéré comme une condition sine qua non de la phase initiale du développement. Ainsi Kuznets (1955) soutenait-il qu'au début du développement, les inégalités commençaient par augmenter pour diminuer ensuite au fur et à mesure que le revenu par habitant augmentait. Les auteurs de ces publications estimaient que les inégalités entravaient la croissance ou en étaient un sous-produit. Ils accordaient la priorité à la croissance, en partant de l'hypothèse que ses avantages finiraient par atteindre toutes les couches de la population. Cette opinion était influencée en grande partie par les observations de la trajectoire de développement des économies avancées, telles que les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, où le revenu réel par habitant avait augmenté de façon constante de 1950 à la fin des années 2000 (Berg et Ostry, 2011).

Cependant, ce qui a été constaté dans un certain nombre de pays en développement ne corroborait pas cette conception initiale du développement (Berg et Ostry, 2011). En effet, les pays en développement après la Seconde Guerre mondiale ont suivi des trajectoires mixtes, dont beaucoup se sont caractérisées, en termes de revenu réel moyen, par des résultats incertains, voire tout à fait erratiques dans certains cas. Plusieurs pays ont en outre connu une croissance rapide accompagnée d'inégalités grandissantes.

Le fait d'ériger en priorité la seule croissance économique ne saurait répondre aux besoins de développement des pauvres, car c'est faire l'impasse sur des problèmes tels que les inégalités et le chômage. Par ailleurs, le fait que les tigres asiatiques (Hong Kong, la Chine, la République de Corée, Singapour et la province chinoise de Taiwan) aient pu, avant la crise financière des années 90, assurer la croissance rapide de leur revenu par habitant tout en maintenant leurs inégalités à des niveaux relativement stables et faibles (Dagdeviren et al., 2000), a donné lieu à la réalisation que la croissance et l'équité pouvaient et devaient aller de pair, remettant de ce fait en cause la conception du développement et réorientant le débat vers la promotion d'une croissance équitable.

La pensée moderne en matière de développement a éclipsé l'idée du « développement par ruissellement » des années 50 et 60 (Kakwani et Pernia, 2000), et les politiques associées au Consensus de Washington des années 80 et 90. Elle reconnaît l'interaction qui existe entre la croissance, les inégalités et la pauvreté. La croissance économique est un élément essentiel de la réduction de la pauvreté (Deininger et Squire, 1998 ; Ravallion, 2001 ; Dollar et Kraay, 2002). En effet, les inégalités sont importantes pour la croissance et d'autres résultats macroéconomiques (Barro, 2001 ; Berg et Ostry, 2011), en particulier pour soutenir une croissance à long terme (Ianchovichina et Lundstrom, 2009).

Ces ainsi que les ouvrages consacrés au développement et les débats d'orientation se sont étendus à diverses notions recouvrant à la fois la croissance et les inégalités, qu'il s'agisse de croissance généralisée ou à large assise, de croissance partagée ou de croissance favorable aux pauvres. C'est dans la même foulée que le concept de croissance inclusive a fait son apparition dans ces publications et débats, quand bien même ni sa définition ni sa mesure ne faisaient l'unanimité. Certaines de ces définitions de la croissance sont passées en revue dans la section suivante.

3.1 Définir la croissance inclusive

Un examen de la littérature consacrée à la croissance inclusive révèle de nombreuses définitions contradictoires. Certaines notions sont vagues et ne se prêtent pas à une mise en œuvre quantitative, tandis que d'autres, bien que spécifiques, peuvent ne pas saisir l'essence du concept. Divers organismes et spécialistes proposent différentes définitions et méthodes de mesure de la croissance inclusive².

La Banque africaine de développement (2012) a défini la croissance inclusive comme « une croissance économique dont le résultat est plus de possibilités de développement socioéconomiques durables pour le plus grand nombre de personnes, de régions et de pays, en protégeant en même temps les groupes vulnérables, tout ceci dans un environnement d'équité, de justice égale, et de pluralité politique ». Quant à la Banque asiatique de développement, elle définit la croissance inclusive comme accroissant la « fonction d'opportunité sociale » et comme comprenant deux facteurs : les « opportunités moyennes » mises à la disposition de la population et la manière dont les opportunités se répartissent au sein de la population (Ali et Son, 2007b).

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (2014) a fait valoir que la croissance inclusive était une croissance économique qui ouvrait des possibilités à tous les segments de la population et redistribuait les dividendes d'une plus grande prospérité, en termes monétaires et non monétaires, de façon équitable au sein de la société. Elle a reconnu que la croissance économique était importante, mais insuffisante pour générer une augmentation durable du bien-être, qui suppose un partage équitable des dividendes de la croissance entre individus et groupes sociaux. Au-delà du revenu et de la richesse, le bien-être des personnes dépend aussi de facteurs non monétaires comme la santé et le niveau d'instruction.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (2015) a relevé que pour être inclusive, la croissance devait se manifester dans les secteurs où les pauvres travaillaient (comme l'agriculture) et vivaient (comme les zones peu développées et pauvres en ressources), utiliser les facteurs de production dont les pauvres disposaient (comme la main-d'œuvre non qualifiée) et réduire les prix des biens que les pauvres consommaient (comme les aliments, les combustibles et les vêtements).

La Banque mondiale a fait valoir qu'il y avait croissance inclusive lorsque la productivité était améliorée et que des possibilités d'emploi étaient créées (Ianchovichina et Lundstrom, 2009 ; Banque mondiale, 2009) ; elle a par ailleurs indiqué (2009) que la croissance inclusive était axée sur une analyse ex ante des sources qui alimentaient la

²Pour une étude approfondie de la notion de croissance inclusive et de sa mesure, voir Ranieri et Ramos (2013).

croissance forte et soutenue ainsi que des contraintes qui l'affectaient, et pas seulement sur le groupe que constituaient les pauvres.

Kakwani et Pernia (2000) ont défini la croissance économique inclusive comme étant une croissance qui permettait aux pauvres de participer activement à l'activité économique et d'en tirer un bénéfice significatif ; ils l'entendaient comme synonyme de croissance favorable aux pauvres. Ali et Son (2007a) considéraient la croissance comme inclusive si elle augmentait la « fonction d'opportunité sociale » qui s'articulait en deux facteurs : a) les « opportunités moyennes » dont disposait la population ; et b) la manière dont les opportunités se répartissaient au sein de la population. Pour Habito (2009), la croissance était inclusive si le produit intérieur brut (PIB) en hausse entraînait une réduction sensible de la pauvreté.

Ianchovichina et Lundstrom (2009) fondaient leur conception de la croissance inclusive sur une amélioration de la croissance économique et du PIB, accompagnée de perspectives d'emploi productif accrues et de conditions d'investissement égales pour tous. McKinley (2010) a relevé deux aspects de la croissance inclusive : a) le fait de parvenir à une croissance durable qui ouvre des possibilités économiques, et b) le fait d'assurer un accès plus large à ces possibilités afin que les membres de la société puissent participer à la croissance et en bénéficier.

Klasen (2010) a défini la croissance inclusive comme une croissance économique qui profite dans une large mesure à des groupes de personnes autrement défavorisés. Par exemple, une croissance qui réduirait des désavantages liés à la région, à l'appartenance ethnique ou au genre pourrait être considérée comme inclusive. Il suggère qu'une telle croissance inclusive pourrait être qualifiée de croissance « réductrice des désavantages ».

Rauniyar et Kanbur (2010) ont fait la distinction entre la croissance inclusive et le développement inclusif. La croissance inclusive est une croissance allant de pair avec des revenus moins inégaux, tandis que le développement inclusif améliore les aspects monétaires et non monétaires du bien-être. Selon Bhushan (2013), pour que la croissance soit inclusive, la consommation du « groupe exclu » devrait augmenter au moins dans les mêmes proportions que la croissance elle-même. Il s'est fondé sur une augmentation de la consommation plutôt que du revenu, en partant du principe que comme la consommation représente un gain réel en matière de bien-être, elle rend mieux compte des transferts en nature et est plus facile à mesurer que le revenu. Cette définition implique que, dans un environnement de croissance inclusive, le bien-être des personnes exclues s'améliore plus rapidement que le revenu moyen dans le pays.

Ces définitions de la croissance inclusive attestent l'absence d'unanimité. Les auteurs du présent rapport définissent la croissance inclusive comme une croissance généralisée des revenus que se partagent tous les membres de la société (c'est-à-dire une croissance qui bénéficie à tout un chacun au sein de l'économie), ou comme une croissance qui réduit les inégalités, ou encore comme une combinaison des deux.

3.2 Mesurer la croissance inclusive

L'absence de consensus quant à la définition de la croissance inclusive a conduit à différentes méthodes de mesure. S'il ne manque pas de définitions comme celles fournies ci-dessus, seules quelques études sont allées jusqu'à mettre en pratique une définition et une mesure de la croissance inclusive. Quatre façons de mesurer la croissance inclusive sont mises en avant dans la littérature, à savoir la mesure unifiée, les indicateurs de tableau de bord, l'indice à valeur unique et le cadre analytique. Bien que chaque méthode ait ses mérites, celle qui se fonde sur la fonction de bien-être social utilitaire intégrant à la fois les dimensions de croissance et d'équité dans un cadre unifié est la plus attrayante, les autres étant trop générales et pouvant s'assimiler à des mesures du développement inclusif. En outre, la mesure dite unifiée nécessite moins de données et peut facilement être utilisée pour la comparaison entre pays. En son appendice A, la présente étude procède à un examen des autres méthodes de mesure de la croissance inclusive utilisées dans la littérature. La section qui suit est consacré à la mesure unifiée de la croissance inclusive, basée sur la fonction de bien-être social utilitaire telle que l'ont introduite Ali et Son (2007a) et que l'ont ensuite adaptée Anand et al. (2013).

Mesure unifiée de la croissance inclusive basée sur la fonction de bien-être social utilitaire

Ali et Son (2007a) ont proposé un cadre pour mesurer la croissance inclusive sur la base de la fonction d'opportunité sociale, notion similaire à celle de bien-être social. Anand et autres (2013), s'inspirant des travaux antérieurs de Ali et Son (2007a), ont adapté la mesure en mettant l'accent sur les revenus et leur répartition. La mesure repose sur une courbe de concentration, à savoir la courbe de mobilité sociale, définie comme suit :

$$S^C \approx (y_1, \frac{y_1+y_2}{2}, \dots, \frac{y_1+y_2+\dots+y_n}{n}) \quad (1)$$

La courbe présente la fonction sous-jacente $W = W(y_1, y_2, \dots, y_n)$ qui répond aux deux conditions nécessaires, à savoir qu'elle a la propriété de croître en son argument, pour rendre compte de la dimension « croissance », et qu'elle satisfait à la propriété dite de transfert, en ce sens que sa valeur baisse avec tout transfert de revenu d'une personne pauvre à une personne riche, pour rendre compte de la dimension « distribution », la lettre n étant le nombre de personnes au sein de la population ayant les revenus y_1, y_2, \dots, y_n , where y_1 où y_1 correspond à la personne la plus pauvre et à la personne la plus riche.

La courbe S^C peut être utilisée pour calculer un indice, à savoir l'indice de mobilité sociale, domaine de défini comme suit :

$$\bar{y}^* = \int_0^{100} \bar{y}_i d_i \quad (2)$$

Plus la valeur de \bar{y}^* est élevée, plus les revenus sont élevés. Tout écart de \bar{y}^* par rapport à \bar{y} implique une inégalité de la répartition des revenus. Sur la base de cette relation, Ali et Son (2007a) déduisent l'équation (3), qu'ils appellent l'indice d'équité des revenus :

$$\omega = \frac{\bar{y}^*}{\bar{y}} \quad (3)$$

La valeur de l'indice d'équité des revenus est égale à 1 lorsque la répartition des revenus est totalement équitable (c'est-à-dire lorsque toutes les personnes ont le même revenu \bar{y}), et à 0 lorsque la répartition des revenus est totalement inéquitable (c'est-à-dire lorsqu'une seule personne dispose de la totalité des revenus). Une reformulation de l'équation (3) donne l'équation (4) :

$$\bar{y}^* = \omega \cdot \bar{y} \quad (4)$$

Et la dérivation de la fonction de l'équation (4) donne l'équation (5) :

$$d\bar{y}^* = \omega \cdot d\bar{y} + d\omega \cdot \bar{y} \quad (5)$$

Dont il ressort que la croissance inclusive nécessite un accroissement des revenus et/ou de l'équité. La croissance est plus inclusive $d\bar{y}^* > 0$ lorsque Elle dépend du signe ainsi que de l'ampleur des deux termes exprimant respectivement la croissance des revenus et l'équité. L'équation (5) montre que la variation de l'indice de mobilité sociale est une moyenne pondérée de la variation de l'indice d'équité des revenus, d'une part, et de la variation du revenu moyen, d'autre part, le niveau de l'un étant le coefficient de pondération de l'autre : lorsque le revenu moyen (équité) est élevé, la contribution de la variation de l'équité (revenus) est plus forte, et vice versa.

La reformulation de l'équation (5) donne l'équation (6), qui intègre la croissance et l'équité en une mesure de la croissance inclusive (pourcentage de variation de \bar{y}^*). Elle décompose également la croissance inclusive en croissance, d'une part, et en pourcentage de variation de l'équité d'autre part, cette dernière étant mesurée par ω .

$$\frac{d\bar{y}^*}{\bar{y}^*} = \frac{d\bar{y}}{\bar{y}} + \frac{d\omega}{\omega} \quad (6)$$

Le principal avantage de cette mesure est qu'elle intègre à la fois la croissance et l'équité. La présente étude, à l'instar de celle d'Anand et autres (2013), utilise l'accroissement de la valeur de l'indicateur de croissance inclusive \bar{y}^* pour mesurer l'inclusivité de la croissance en Afrique et comme variable dépendante dans les analyses de régression des auteurs.

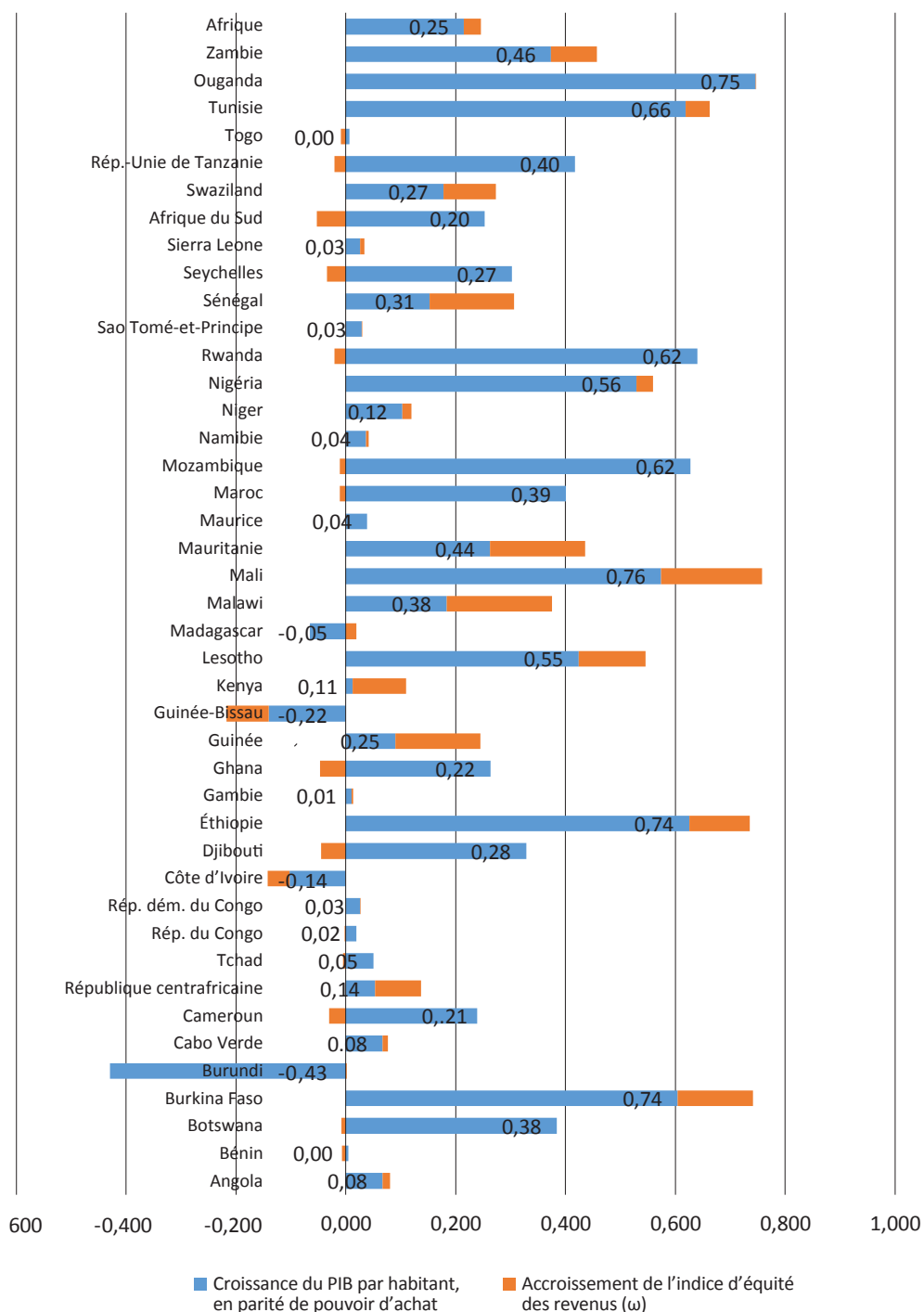
4. Croissance inclusive en Afrique : résultats descriptifs

Au regard de la description faite ci-dessus de la croissance récemment enregistrée sur le continent, et de la répartition des revenus qui y a été observée au cours de la même période, une question logique se pose : dans quelle mesure la croissance de l'Afrique a-t-elle été inclusive ? La présente section examine le degré actuel d'inclusivité de la croissance en Afrique.

Le degré d'inclusivité de la croissance en Afrique est calculé en utilisant la méthode exposée dans la section 2, telle que l'ont mise au point Ali et Son (2007a) et Anand et al. (2013). En raison des données limitées disponibles, principalement en ce qui concerne la répartition des revenus, tous les pays africains ayant fait l'objet d'au moins deux relevés de données utiles au calcul d'un indicateur de croissance inclusive ont été retenus aux fins de ce calcul. Ils sont ainsi 42 pays en tout dont la croissance inclusive est ainsi calculée. La croissance inclusive à l'échelle africaine est ensuite calculée en prenant la moyenne non pondérée de la croissance inclusive individuellement calculée pour tous les pays de l'échantillon.

Il ressort des résultats obtenus par les auteurs que la croissance en Afrique est légèrement inclusive, avec une inclusivité de 0,246. Cette inclusivité résulte en grande partie de la croissance des revenus (avec une croissance du PIB par habitant de 0,215) et de la légère amélioration de la distribution des revenus (0,031). Ce constat cadre avec la conclusion de l'analyse effectuée dans la section 3, selon laquelle l'Afrique a enregistré une croissance économique spectaculaire, mais seulement une légère baisse des inégalités de revenus. Les résultats dégagés à l'échelle des pays présentent certaines variations quant à l'inclusivité de la croissance. Dans l'échantillon, cinq pays (le Burundi, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, Madagascar et le Togo) ont perdu en inclusivité au fil du temps, les 37 autres ayant enregistré une croissance inclusive.

Figure 4.1: Croissance inclusive dans un échantillon de pays africains, 1990-2014



Source : Calculs des auteurs.

Croissance inclusive en Afrique par sous-région

La croissance a été plus inclusive dans toutes les sous-régions, avec toutefois des variations significatives d'une région à l'autre. Elle a été moins inclusive en Afrique centrale et en Afrique du Nord, et plus inclusive en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique australe (voir la figure 4.2). Elle a été la moins inclusive en Afrique centrale (0,095 pour la période 1990-2014) en raison de la progression de l'inégalité

des revenus et nonobstant la croissance du revenu par habitant. En Afrique du Nord, la croissance inclusive a été de 0,127, principalement en raison de la croissance du revenu par habitant, accompagnée d'une légère amélioration de la répartition des revenus au cours de la même période.

Malgré une inégalité des revenus en progression d'environ 3,4 %, la croissance a été inclusive en Afrique australe grâce à la bonne croissance économique que la sous-région a enregistrée au cours de la période 1990-2014. Les améliorations qu'ont connues l'équité des revenus et la croissance économique en termes de revenu par habitant ont conduit à une croissance plus inclusive en Afrique de l'Est (0,287). De même, l'Afrique de l'Ouest a enregistré une croissance inclusive, grâce principalement à la croissance du revenu par habitant et à l'amélioration de l'équité des revenus.

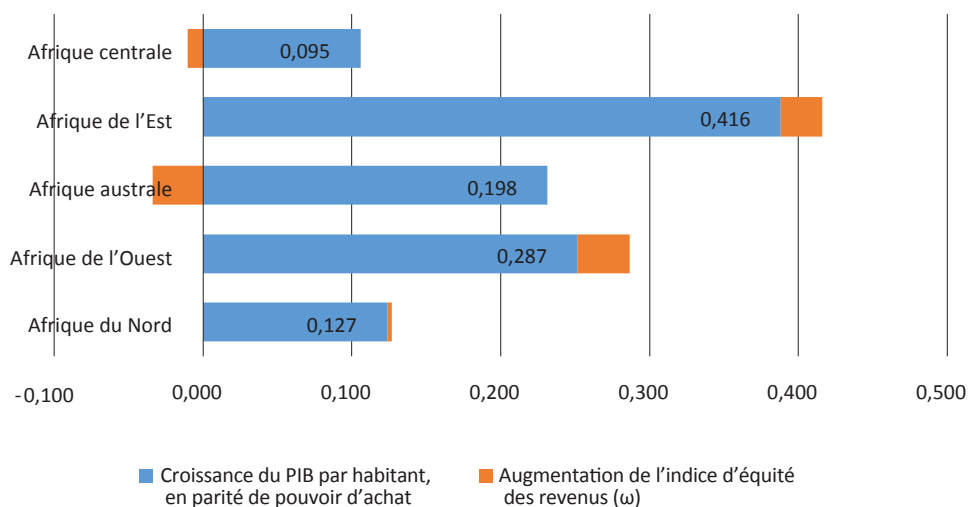
Croissance inclusive en Afrique par groupe économique

La croissance a été plus inclusive dans les pays pauvres en ressources minérales que dans les pays importateurs et exportateurs de pétrole. Les pays riches en ressources minérales ont enregistré la croissance la moins inclusive au cours de la période 1990-2014. Dans les pays pauvres en ressources minérales, une croissance plus élevée en termes de PIB par habitant et une amélioration de l'équité des revenus ont donné lieu à une croissance plus inclusive, les pays importateurs de pétrole ayant également enregistré une croissance plus inclusive induite par une meilleure croissance économique, et ce, nonobstant une plus grande inégalité des revenus.

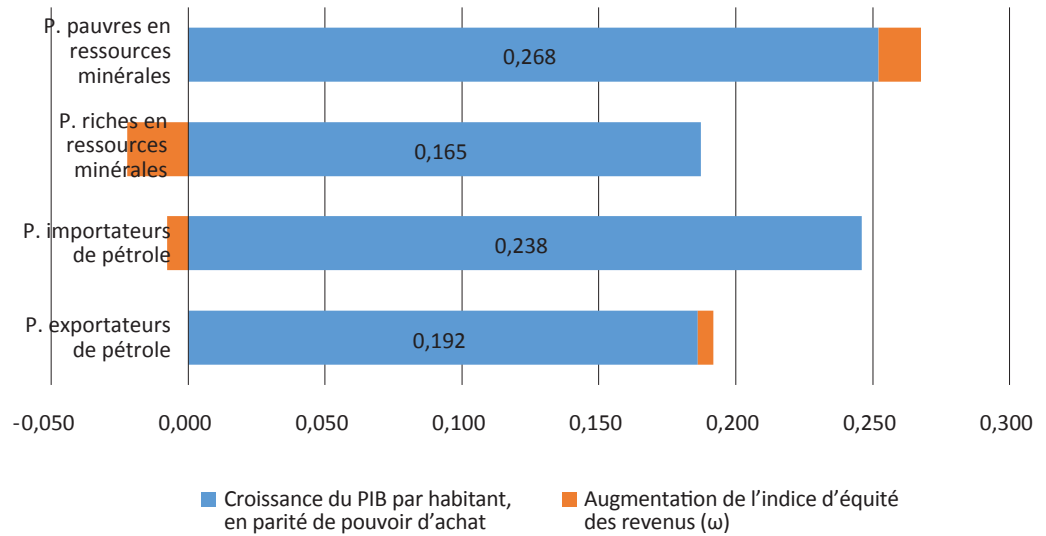
Croissance inclusive en Afrique : résultats à l'échelle des pays

Une matrice d'inclusion est utilisée pour représenter l'inclusivité de la croissance dans un échantillon de pays africains (voir la figure 4.4). Le premier quadrant de la figure (en haut à droite) montre les pays qui ont enregistré une croissance inclusive à la fois du fait d'une augmentation du revenu moyen par habitant et d'une amélioration de l'équité. Des pays comme le Burkina Faso, l'Éthiopie et le Mali ont accru leur inclusivité en augmentant à la fois le PIB par habitant et l'équité des revenus, tandis que l'Ouganda

Figure 4.2: Croissance inclusive par sous-région en Afrique, 1990-2014



Source : Calculs des auteurs fondés sur les données des *Indicateurs du développement dans le monde 2017* de la Banque mondiale

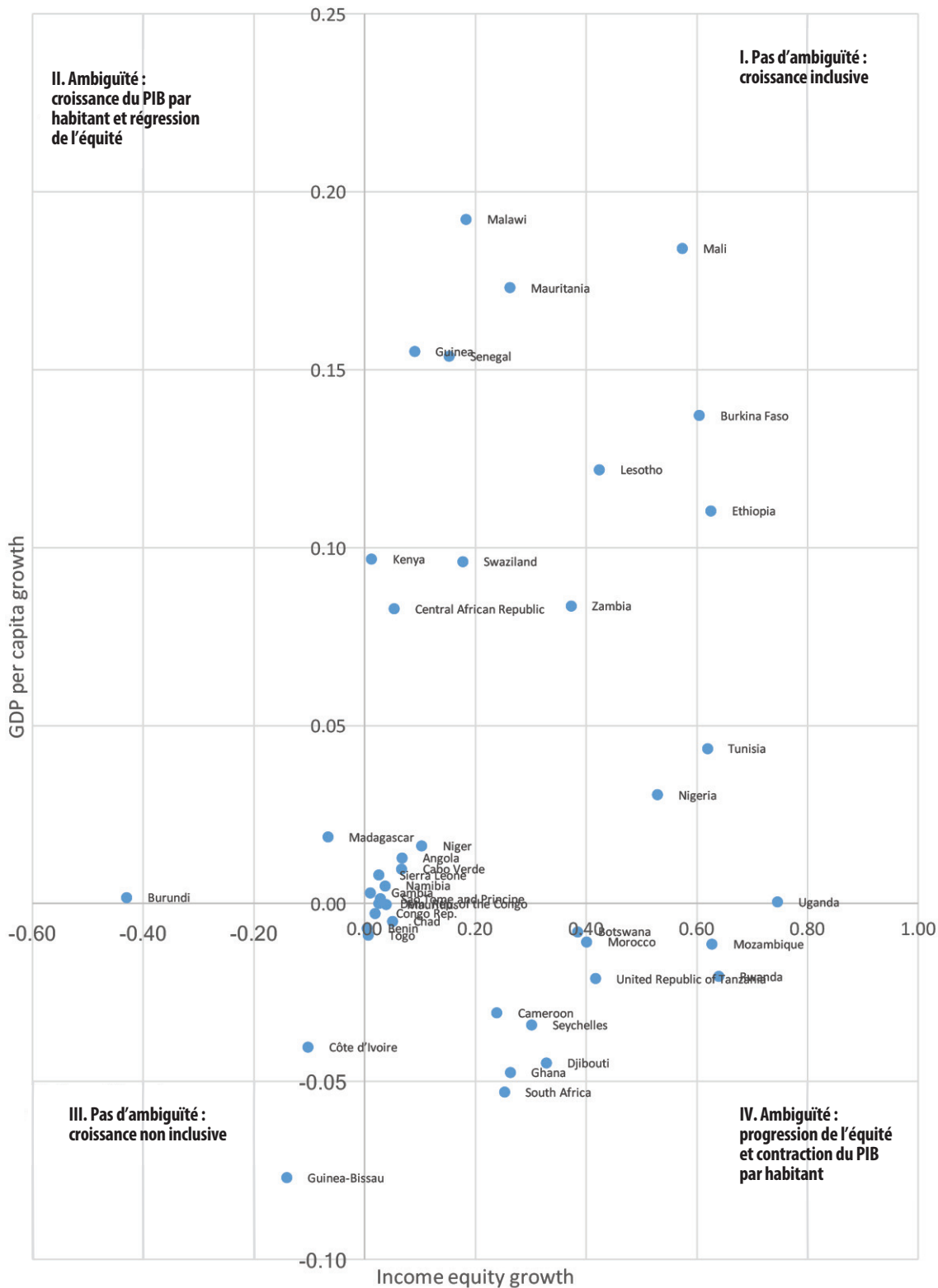
Figure 4.3: Croissance inclusive par groupe économique, 1990-2014

Source : Calculs des auteurs fondés sur les données des *Indicateurs du développement dans le monde 2016* de la Banque mondiale.

est devenu plus inclusif par une forte amélioration de l'équité et une faible croissance du PIB par habitant.

Dans le deuxième quadrant (en haut à gauche), l'inclusivité de la croissance dépend du double jeu de ses composantes (la croissance du PIB par habitant et la progression de l'équité). La progression de l'équité étant négative, la croissance ne sera inclusive que si la croissance du PIB par habitant est supérieure à la valeur absolue de cette progression négative. Deux pays (le Burundi et Madagascar) se retrouvent dans le deuxième quadrant. Au Burundi, la croissance marginale du PIB par habitant n'a pu compenser l'aggravation des inégalités. Par conséquent, la croissance est non inclusive. De même, la croissance limitée du PIB par habitant et la légère aggravation des inégalités ont entraîné une croissance non inclusive à Madagascar.

Figure 4.4: Matrice d'inclusivité pour un échantillon de pays africains



Source : Calculs des auteurs fondés sur les données des Indicateurs du développement dans le monde 2016 de la Banque mondiale.

Le troisième quadrant (en bas à gauche) indique clairement une croissance non inclusive dans les pays concernés, étant donné que la croissance du PIB par habitant et la progression de l'équité des revenus y sont toutes deux négatives. La Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau se trouvent dans ce quadrant, leur croissance étant non inclusive en raison de la forte contraction de la croissance du PIB par habitant et du léger creusement de l'inégalité des revenus.

Dans le quatrième quadrant (en bas à droite), l'inclusivité de la croissance dépend du double jeu de ses composantes (la croissance du PIB par habitant et la progression de l'équité des revenus). La croissance du PIB par habitant étant négative, la croissance sera inclusive si l'amélioration de l'équité des revenus est supérieure à la valeur absolue de la croissance du PIB par habitant. Plusieurs pays ont enregistré une croissance inclusive et d'autres sont devenus moins inclusifs. À titre d'exemple, le Mozambique et le Rwanda sont clairement inclusifs pour avoir enregistré une forte amélioration de l'équité, en dépit d'une légère contraction du PIB par habitant. Dans ces pays, l'inclusivité résulte de la réalisation d'une forte croissance qui profite à tous, même si elle profite dans une plus large mesure aux membres des quintiles supérieurs de revenus. Par contre, des pays tels que le Bénin et le Togo ne sont pas inclusifs en ce que la réduction de l'équité des revenus y a éclipsé la faible croissance du PIB par habitant.

5. Moteurs de la croissance inclusive en Afrique : cadre conceptuel, modèle économétrique et résultats de l'estimation

Il existe peu de données empiriques sur l'inclusivité de la croissance et sur ses déterminants. L'analyse des auteurs a révélé que la plupart des études portaient sur l'Asie (Ali et Son, 2007a ; Anand et al., 2013 ; Balakrishman et al., 2013 ; Aoyagi et Ganelli, 2015). Seules quelques études, comme Ncube (2015) et Hakimian (2013), ont mesuré l'inclusivité de la croissance en Afrique sur la base d'une méthode à indice unique. Elles ne l'ont toutefois pas mesurée dans un cadre unifié et, surtout, n'ont pas examiné les facteurs qui sont en corrélation avec elle.

Afin d'étudier les moteurs de la croissance inclusive, il convient de présenter leur cadre conceptuel, lequel révèle le lien entre plusieurs facteurs et l'inclusivité de la croissance. Les auteurs spécifient ensuite leur modèle économétrique sur la base de ce cadre, et en font l'estimation à l'aide de données agrégées provenant d'un échantillon de pays africains. Enfin, les résultats de l'estimation sont présentés et analysés.

5.1 Cadre conceptuel des moteurs de la croissance inclusive

La croissance inclusive dépend à la fois de la croissance des revenus et de l'amélioration de l'équité, comme examiné dans la section 2.1 et exprimé par l'équation (6).

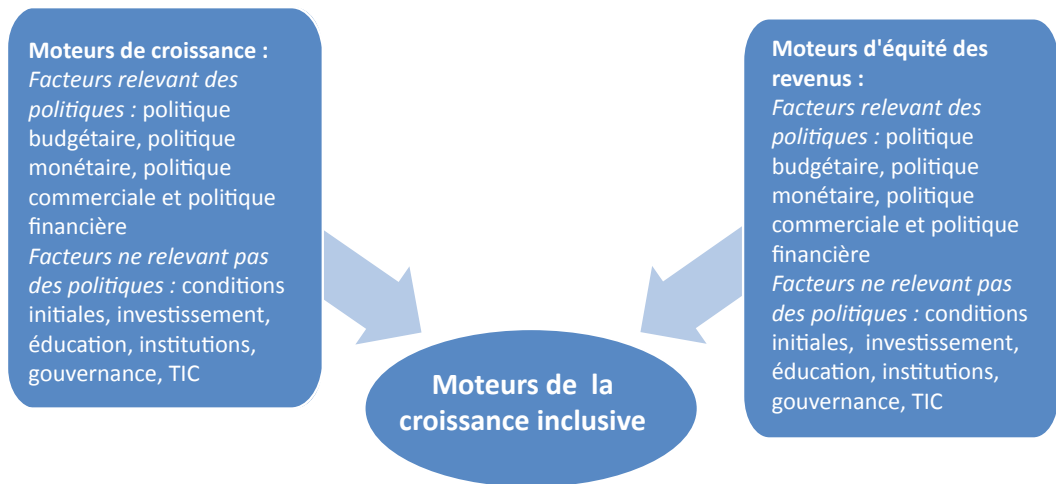
$$\frac{d\bar{y}^*}{\bar{y}^*} = \frac{d\bar{y}}{\bar{y}} + \frac{d\omega}{\omega}$$

Étant donné l'équation ci-dessus, il est possible de déduire un cadre conceptuel pour la croissance inclusive, qui peut être résumé par l'équation (7) ci-dessous :

$$\frac{d\bar{y}^*}{\bar{y}^*} = F(\bar{y}, \omega) \tag{7}$$

Dans laquelle $\frac{d\bar{y}^*}{\bar{y}^*}$ est la croissance inclusive, \bar{y}^* est le revenu par habitant et ω est l'indice d'équité des revenus. La croissance inclusive est fonction de la croissance économique et de la distribution économique, qui toutes deux dépendent, à leur tour, de facteurs relevant ou non des politiques. Ainsi les dépenses publiques d'infrastructure tendent-elles à accélérer la croissance et les dépenses publiques de protection sociale tendent-elles à améliorer la répartition des revenus. L'action des pouvoirs publics pourrait donc influencer sur l'inclusivité de la croissance. C'est pourquoi il est important de reconnaître que l'inclusivité de la croissance est déterminée par une multitude de facteurs relevant ou non des politiques qui ont une incidence sur la croissance économique et la répartition des revenus. Le cadre conceptuel des moteurs de la croissance inclusive est fourni sous forme schématique dans la figure 5.1.

Figure 5.1: Cadre conceptuel des moteurs de la croissance inclusive



5.2 Modèle économétrique

À la lumière du cadre conceptuel ci-dessus, la spécification de référence suit un modèle standard de régression multipays de la croissance, avec un indicateur de croissance inclusive ($\frac{d\bar{y}^*}{\bar{y}^*_{it}}$) comme variable dépendante et un ensemble de variables explicatives influant sur la croissance et les inégalités (dispositif courant dans la littérature sur la croissance et les inégalités économiques) comme variables indépendantes pour expliquer les facteurs à l'origine de l'inclusivité de la croissance. De façon formelle, le modèle se représente par l'équation (8).

$$\frac{d\bar{y}^*}{\bar{y}^*_{it}} = \alpha_i + \tau_t + \beta_1 y_{it_0} + \gamma X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (8)$$

Dans laquelle $\frac{d\bar{y}^*}{\bar{y}^*_{it}}$ est la mesure de la croissance inclusive du pays i au temps t . X_{it} est le vecteur des variables explicatives qui influent sur la croissance et les inégalités. Ces ensembles de variables explicatives comprennent, entre autres, le PIB par habitant initial en parité de pouvoir d'achat (y_{it_0}), l'éducation, l'investissement (fixe), l'ouverture commerciale, l'inflation, la volatilité du PIB, l'investissement étranger direct (IED), l'aide publique au développement (APD), les TIC, l'approfondissement des circuits financiers (ratio du crédit sur le PIB), les indicateurs des institutions et de la gouvernance, la rente et l'abondance des ressources naturelles, et les variables muettes relatives aux regroupements économiques des pays. L'effet fixe du pays est représenté par α_i , τ_t représentant les effets non observés du temps et ε_{it} la composante d'erreur qui varie à la fois selon le pays et l'année.

Le modèle économétrique présente la croissance inclusive comme tributaire d'ensembles interchangeables de variables relatives aux politiques macroéconomiques, tout en tenant compte des conditions initiales et des autres variables non liées aux politiques. Un ensemble de variables explicatives ont été incluses qui affectent la croissance et les inégalités (dispositif courant dans la littérature sur la croissance et l'inégalité économiques) en tant que variables indépendantes. Ce choix repose sur l'idée qu'une combinaison de politiques macroéconomiques et de facteurs non liés

aux politiques pourrait influencer sur l'inclusivité de la croissance. La croissance inclusive étant mesurée sur deux périodes, elle est susceptible d'être affectée par les conditions au cours de ces périodes. Par conséquent, ce sont les valeurs moyennes des variables explicatives qui sont utilisées dans l'équation (8) pour remédier à cette situation³.

PIB initial par habitant

La contribution de l'accumulation de capital à la croissance est limitée en raison du phénomène des rendements marginaux décroissants de toutes les formes de capital reproductible. En conséquence, les pays plus pauvres croissent plus vite que les pays plus riches. Ce phénomène est souvent appelé hypothèse de convergence dans la littérature sur la croissance. C'est conformément à cette hypothèse qu'a été inclus le PIB initial par habitant, en parité de pouvoir d'achat (Y_0).

Investissement

L'investissement dans le capital physique et humain a sur la croissance une incidence largement reconnue dans les modèles de croissance endogène. Dans ces modèles, l'évolution technique et le développement du capital humain sont endogènes et répondent aux incitations au sein de l'économie. Les politiques pourraient donc modifier les taux d'épargne et d'investissement susceptibles d'influer sur la croissance. Compte tenu de cet aspect de la question et des données empiriques disponibles relativement aux effets de l'investissement sur la croissance (Levine et Renelt, 1992 ; Barro, 1996, 2000), l'investissement est inclus en tant que variable explicative. Anand et al. (2013) ont constaté que l'investissement fixe contribuait à l'inclusivité de la croissance dans les économies émergentes.

Éducation

Le capital humain est souvent considéré comme l'ensemble des connaissances et des compétences que possède une main-d'œuvre. Barro (1991) a montré que le capital humain affectait la production par l'amélioration de la productivité et de l'efficacité de la main-d'œuvre. Par conséquent, les auteurs ont examiné l'incidence du capital humain dans leur modèle sur la base du taux d'inscription à l'enseignement secondaire. Aux Philippines, Ali et Son (2007a) ont souligné l'importance des dépenses de santé et d'éducation pour l'inclusivité. Anand et al. (2013) et Balakrishnan et al. (2013) ont fait observer qu'une proportion plus élevée de main-d'œuvre instruite contribuait à l'inclusivité de la croissance.

Politique budgétaire

Le rôle joué par les pouvoirs publics dans la croissance économique est controversé. D'une part, des dépenses publiques élevées exigent soit une augmentation de la fiscalité, soit un financement par déficit, ce qui pourrait impliquer un niveau élevé de distorsion de l'utilisation des ressources ou une éviction accrue des activités du secteur privé, et amener à conclure que la consommation de l'État affecte négativement la croissance. D'autre part, les dépenses publiques en capital ont une incidence positive sur la croissance de par la fourniture d'infrastructures et d'autres biens publics nécessaires à la croissance économique, ces dépenses venant compléter l'investissement privé. De

³ Les auteurs sont conscients que la direction de causalité pourrait être ambiguë parce que les conditions au cours des deux périodes sont également affectées par les variations de l'inclusivité de la croissance. En conséquence, les valeurs initiales des variables explicatives ont également été utilisées, mais en raison du nombre insuffisant d'observations, il n'a pas été possible de constater ni de rapporter de résultats significatifs.

plus, les dépenses publiques au titre des transferts et en faveur des administrations territoriales aux fins de la construction d'infrastructures routières et éducatives améliorent le capital physique et humain, avec une incidence positive sur la croissance. En termes de distribution, les dépenses publiques sous forme de transferts et de subventions peuvent réduire les inégalités si elles ciblent effectivement les groupes à faible revenu ou pauvres. Cependant, les transferts et subventions des administrations publiques qui faussent les prix au sein de l'économie ont un effet négatif sur la croissance et, s'ils ne ciblent pas efficacement les pauvres, pourraient aggraver l'inégalité.

Les études antérieures relatives aux effets de la politique budgétaire sur la croissance inclusive sont partagées. D'aucuns, comme Okun (1975), ont fait valoir qu'il y avait un compromis à faire entre croissance et égalité. Un accroissement de la fonction redistributive de la fiscalité pourrait ainsi freiner la croissance, la redistribution par le biais des impôts et des subventions pouvant atténuer l'incitation à travailler et à investir. D'autres, comme Bénabou (2000) et Saint-Paul et Verdier (1993) ont souligné que les politiques budgétaires qui augmentaient les dépenses de santé et d'éducation profitaient aux pauvres tout en accélérant la croissance par l'amélioration du capital humain. Mais surtout, Ostry et al. (2014) ont conclu que la combinaison des effets directs et indirects de la redistribution des revenus était, en moyenne, favorable à la croissance. De même, l'Organisation de coopération et de développement économiques (2014) a conclu que les politiques de redistribution bien conçues, notamment sous la forme de mesures fiscales et de transferts, ne nuisaient pas à la croissance. Ces conclusions tendent à justifier le recours à la redistribution fiscale comme politique de promotion de la croissance inclusive. Aoyagi et Ganelli (2015) ont également constaté que les politiques fiscales redistributives jouaient un rôle positif dans la promotion de la croissance inclusive en Asie.

Politique monétaire

Il existe peu de publications qui établissent un lien entre la politique monétaire et la question de la croissance inclusive. Les effets de la politique monétaire sur la croissance inclusive résultent de la croissance économique ou de la répartition des revenus. L'inflation accentue l'inégalité des revenus, étant donné que les ménages à faible revenu ont plus de liquidités et moins d'actifs financiers que les ménages à revenu élevé. Une politique monétaire qui maintient la stabilité des prix pourrait donc contribuer à une croissance inclusive en améliorant la distribution des revenus (Cœuré, 2012). En outre, la stabilité des prix pourrait stimuler une croissance économique plus inclusive dans la mesure où des prix stables dénotent moins d'incertitude sur les marchés, ce qui attire les investissements et, partant, favorise la croissance. Par contre, Coibion et al. (2012) ont soutenu qu'une politique de contraction monétaire pouvait accroître les inégalités. L'instabilité macroéconomique sous la forme d'inflation et de volatilité de la production entrave l'inclusivité de la croissance (Anand et al., 2013). Les données empiriques relatives au rôle de la politique monétaire dans l'inclusivité de la croissance restent donc incertaines. Des indicateurs ont par conséquent été inclus pour saisir les effets de la politique monétaire sur la croissance inclusive.

Politique commerciale

Les variables explicatives comprennent également un indicateur de l'ouverture commerciale. De nombreux ouvrages affirment en effet que l'ouverture commerciale améliore la croissance grâce à des gains d'efficacité statique et dynamique. L'ouverture

commerciale réduit les distorsions dans l'économie, améliore l'allocation des ressources et réduit la maximisation de la rente et les activités improductives. Un commerce plus ouvert pourrait accroître la diversité des intrants intermédiaires qui occasionnent un accroissement de la productivité globale des facteurs et ont de ce fait un effet positif sur la croissance. Un commerce plus ouvert pourrait également produire des avantages en termes d'économies d'échelle, de transfert de technologie et d'autres externalités bénéfiques pour la croissance. Les constatations empiriques dégagées par le passé font état de résultats mitigés quant aux effets de l'ouverture commerciale sur la croissance. Harrison (1996) constatait un effet négatif, alors que Frankel et Romer (1996) le qualifiaient de positif. Pour Levine et Renelt (1992), les résultats n'étaient pas assez solides en ce qu'ils dépendaient trop de l'inclusion ou de l'exclusion de variables de contrôle dans le modèle.

Barro (2000) et Lundberg et Squire (2003) ont fait observer que dans les pays où il existait une plus grande ouverture commerciale, les inégalités étaient plus importantes. Plus récemment, cependant, Aoyagi et Ganelli (2015) ont estimé que l'ouverture commerciale jouait un rôle dans la promotion de la croissance inclusive en Asie. De même, le Fonds monétaire international (2007) a fait état de ce que la mondialisation des échanges avait un effet réducteur sur les inégalités, contrairement à la mondialisation financière, qui contribuerait au creusement des inégalités. Ce qui semblerait indiquer qu'une politique de séquençement minutieux prévoyant la levée progressive des obstacles au commerce avant la libéralisation complète du compte financier, permettrait de partager plus équitablement les bénéfices de la mondialisation.

Développement financier

Plusieurs études se penchent sur les effets que peut avoir le développement financier sur la croissance et les inégalités économiques. Le consensus penche plutôt du côté des études qui voient dans le développement financier un facteur d'amélioration de la croissance (Levine, 2005 ; Panizza, 2013). Le développement financier pourrait toutefois avoir une incidence négative sur l'égalité des revenus (Fonds monétaire international, 2007). Le développement financier pourrait affecter la croissance au moins à travers deux mécanismes : l'accumulation de capital et la productivité globale des facteurs. En ce qui concerne le mécanisme de l'accumulation du capital, tel que le conçoivent Gurley et Shaw (1955), le secteur financier est capable de mobiliser l'épargne et de l'orienter vers l'investissement dans le secteur productif, conduisant ainsi à une accumulation accrue du capital et à un supplément de production. Pour ce qui est du mécanisme de la productivité globale des facteurs, le secteur financier réduit, grâce à ses innovations, les asymétries d'information qui entravent la bonne allocation des ressources financières et le suivi voulu des projets d'investissement (Townsend, 1979 ; Greenwood et Jovanovic, 1990 ; King et Levine, 1993). Dans le cadre d'une étude empirique menée en Inde, Balakrishman et al. (2013) ont constaté que l'ouverture financière avait une incidence significative et positive sur la croissance inclusive. La répression financière (c'est-à-dire la pratique de taux d'intérêt réels faibles ou négatifs) décourage l'épargne, entraînant une faible croissance. Les auteurs ont vérifié les effets du développement financier sur l'économie.

Flux financiers

Les données dont on dispose quant à l'incidence de l'IED sur la croissance sont moins ambiguës, du moins pour ce qui est de l'Afrique (Adams, 2009 ; Sukar et al., 2011). Les

effets de l'APD sur la croissance, cependant, sont mitigés, de nombreuses publications contenant des arguments tendant à confirmer ou à infirmer son rôle dans la promotion de la croissance. Les éléments relatifs aux effets de l'IED et de l'APD sur les inégalités sont rares.

Le stock de l'investissement étranger direct en Afrique est passé de 9,6 à 54 milliards de dollars entre 2000 et 2014. Cette hausse alimente effectivement la croissance et augmente les recettes publiques, bien qu'elle puisse exacerber les inégalités lorsqu'elle vise des secteurs à forte intensité de capital qui créent peu de nouveaux emplois. Néanmoins, l'augmentation des recettes publiques pourrait être mise à profit pour accroître les dépenses sociales qui favorisent le développement humain et réduisent les inégalités, conduisant à des améliorations de l'inclusivité de la croissance. Anand et al. (2013) ont fait état du fait que l'IED favorisait la croissance inclusive dans les économies émergentes. L'IED devrait donc affecter la croissance inclusive au moins par le canal de la croissance, et l'APD influencer à la fois sur la croissance et la distribution grâce à des allocations de dépenses favorables aux pauvres.

Les publications sur la croissance s'attachent à examiner le rôle de l'IED et de l'APD, avec des constats mitigés. L'impact positif des entrées d'IED sur la croissance est subordonné à la présence d'un niveau minimum de capital humain dans une économie (Barro, 2001). Le rôle de l'aide donne lieu à controverse dans la littérature, les résultats d'une récente méta-analyse confirmant également des résultats incertains (Mekasha et Tarp, 2013; Doucouliagos et Paldam, 2008).

Technologies de l'information et de la communication

Le rôle des TIC dans la croissance est largement reconnu aujourd'hui. L'Afrique connaît un essor des TIC depuis le début du millénaire. La proportion de la population connectée à la téléphonie mobile est passée de 12,4 % en 2005 à 80,8 % en 2016, et celle de la population utilisant Internet de 2,4 % en 2005 à 25,1 % en 2016⁴. Il existe plusieurs bons exemples de développement des TIC en Afrique (Chavula, 2014), comme la banque mobile M-pesa et l'assurance pour agriculteurs Kilimo Salama en Afrique de l'Est, et comme les applications intelligentes utilisées dans le secteur de la santé (pour surveiller et prévenir le paludisme et effectuer le diagnostic à distance par le biais d'agents vulgarisateurs sanitaires), dans le secteur de l'éducation (sous la forme de possibilités d'apprentissage à distance) et au niveau des entreprises agricoles et autres (fourniture d'informations sur la météo et les marchés). L'amélioration de la circulation de l'information sur les marchés grâce aux TIC réduit les coûts de transaction et accroît l'efficacité du marché, favorisant en définitive la croissance de l'économie. Zhuang et al. (2014) ont montré comment les principaux moteurs de la croissance rapide, tels que le progrès technologique, la mondialisation et les réformes axées sur le marché, ont également accentué les inégalités dans les régions en développement d'Asie, en favorisant la main-d'œuvre qualifiée par rapport à la main-d'œuvre non qualifiée, ainsi que le capital par rapport au travail et les zones urbaines et côtières par rapport aux zones rurales et intérieures. De même, Anand et al. (2013) n'ont pas trouvé d'effet significatif des TIC sur la croissance inclusive. Les auteurs de la présente étude ont

⁴ Union internationale des télécommunications, base de données des indicateurs relatifs aux télécommunications et aux TIC dans le monde. Disponible [en anglais] à l'adresse : <http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>.

donc vérifié si le développement des TIC en Afrique avait des effets sur l'inclusivité de la croissance.

Institutions et gouvernance

Il est également reconnu dans la littérature que les institutions jouent un rôle fondamental en ce qui concerne la croissance et la redistribution des ressources (Acemoglu et al., 2005). En influant sur les incitations économiques au sein de la société, les institutions économiques (notamment par le biais des droits de propriété, des organes de réglementation et des institutions en charge de la stabilité macroéconomique) ont une incidence sur la performance économique. Elles contribuent également à l'allocation efficiente des ressources et déterminent la répartition des bénéfices et des ressources (capital physique et humain). La société, principalement par le truchement de groupes politiquement puissants, opère des choix quant aux institutions économiques. Le pouvoir politique est, à son tour, déterminé par les institutions politiques. Les institutions politiques influent donc directement ou indirectement sur les institutions économiques et, en fin de compte, sur les résultats économiques et la répartition des ressources. Dans ce contexte, des indicateurs ont été inclus pour contrôler le rôle des institutions dans la croissance inclusive.

Variables muettes relatives aux regroupements économiques et autres

Pour finir, les auteurs ont contrôlé l'incidence des regroupements économiques de pays en utilisant des variables muettes. Les pays pauvres en ressources peuvent offrir un meilleur cadre de politique générale et réussir à se diversifier dans les secteurs de la fabrication et des services en s'affranchissant de leur dépendance à l'égard des ressources (Collier, 1997). Cela assure une croissance économique robuste qui peut se traduire par une meilleure croissance inclusive. Un boom des ressources naturelles pourrait produire un effet de découragement sur les autres secteurs, et ralentir la croissance économique. Sachs et Warner (1995) ont fourni des indications empiriques d'une corrélation négative entre la dépendance aux ressources naturelles et la croissance économique.

5.3 Résultats économétriques

Les auteurs ont procédé à une analyse de régression multipays de la croissance inclusive en Afrique (voir le tableau 5.1). Des effets négatifs et statistiquement significatifs du PIB initial par habitant ont été observés. Ce résultat corrobore l'hypothèse de convergence conditionnelle qui veut que les économies plus pauvres aient tendance à croître plus vite que les économies plus riches. Dans ce cas, les pays à faible revenu peuvent devenir plus inclusifs que ceux qui commencent à un niveau de revenu élevé, du moins grâce au taux de croissance plus élevé qu'ils pourraient atteindre.

L'analyse des auteurs montre que l'investissement est un facteur important qui a une incidence sur la croissance inclusive en Afrique. Une augmentation de l'investissement à hauteur de 1 point de pourcentage améliore la croissance inclusive de 0,4 point de pourcentage, ce qui est statistiquement significatif, à un niveau de signification de 1 %. Cela veut dire qu'une augmentation de l'investissement en Afrique conduit à une croissance plus élevée, ce qui pourrait contribuer à l'inclusivité de la croissance. Ce constat correspond également aux résultats de Aoyagi et Ganelli (2015) et Anand et al. (2013) pour l'Asie. Le niveau moyen de l'investissement dans les économies de

l'échantillon est de 20,5 %, ce qui est moins que les niveaux moyens dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (29 %). Porter l'investissement au niveau moyen des économies à faible revenu et à revenu intermédiaire pourrait favoriser une croissance inclusive comprise entre 1,7 et 3,4 points de pourcentage. L'augmentation de l'investissement nécessite des réformes économiques et institutionnelles, une amélioration de l'environnement des affaires et des efforts pour lever les obstacles à l'investissement tels que ceux liés aux capitaux infrastructurel et humain.

Fait intéressant, il est ressorti de l'analyse que la consommation de l'État pouvait avoir des effets positifs et significatifs sur le degré d'inclusivité de la croissance. Une augmentation de la consommation publique à hauteur de 1 % entraîne un accroissement d'environ 0,27 point de pourcentage de l'inclusivité de la croissance, les autres facteurs restant constants. Ce fait donne à penser que la politique budgétaire pourrait être mise à profit pour stimuler une croissance inclusive. Aoyagi et Ganelli (2015) ont obtenu des résultats similaires, bien que leur mesure de la politique budgétaire (basée sur la redistribution, différence entre l'indice de Gini pour le marché et l'inégalité nette) se distingue de celle des auteurs. Il en est ainsi parce que les dépenses publiques en capital ont une incidence positive sur la croissance, de par la fourniture d'infrastructures et d'autres biens publics qui viennent compléter l'investissement privé et qui sont nécessaires à la croissance économique. En outre, les dépenses publiques consacrées à l'éducation et à la santé sous la forme de transferts aux administrations locales améliorent le capital humain, ce qui influe positivement sur la croissance. En termes de distribution, les dépenses de l'État qui ciblent efficacement les pauvres au moyen de subventions pourraient réduire les inégalités, tout en augmentant la consommation des administrations publiques. Les pays devraient toutefois faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit des sources de financement (fiscalité et déficit) ainsi que de l'efficacité et de l'efficacité des dépenses.

Les résultats de l'analyse mettent en évidence les effets positifs et statistiquement significatifs de l'inflation sur la croissance inclusive. Une augmentation du taux d'inflation à hauteur de 1 point de pourcentage entraîne une amélioration d'environ 0,08 point de pourcentage de l'inclusivité de la croissance. À première vue, une politique monétaire souple (taux directeurs bas) encourage l'investissement, dès lors que des crédits abordables sont largement disponibles, ce qui pourrait avoir un impact sur la croissance. Les résultats semblent donc indiquer qu'une politique monétaire souple est utile pour favoriser une croissance inclusive. La prudence s'impose cependant, étant donné qu'une pression inflationniste plus forte pourrait entraîner une surchauffe de l'économie et, au-delà d'un certain niveau, son ralentissement, comme l'ont montré plusieurs cas d'hyperinflation à travers le monde. Pour saisir les effets globaux de la macrostabilité sur la croissance inclusive, la volatilité du PIB, qui est insignifiante, a été prise en compte.

Il n'a été observé aucun effet significatif de l'ouverture commerciale sur la croissance inclusive à travers différentes spécifications. Cela n'est pas surprenant, dans la mesure où les retombées du commerce ne sont pas automatiques et nécessitent un environnement favorable et des politiques complémentaires pour se concrétiser. En outre, les exportations dominées par les matières premières et la diversification limitée qui caractérisent l'Afrique pourraient également rendre marginaux les bienfaits de l'ouverture commerciale.

Pour cerner les effets de l'approfondissement du secteur financier, la régression tient compte, en termes de pourcentage du PIB, du crédit accordé par les banques au secteur privé sur le plan national. Les résultats montrent que le crédit bancaire accordé au privé a un effet insignifiant sur l'inclusivité de la croissance. Ce constat ne surprend guère s'agissant de l'Afrique, quand on sait que le niveau moyen de crédit accordé au secteur privé en 2015 y était de 20 % du PIB, ce qui est très faible comparé aux niveaux des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (où il était de 95,6 % du PIB). En outre, dans une enquête sur les séries chronologiques, Demetriades et James (2011) n'ont trouvé aucun effet significatif du crédit bancaire sur la croissance du PIB. À titre subsidiaire, les auteurs de la présente étude ont également utilisé l'écart entre les taux d'intérêt, lequel donne la mesure de l'efficacité et de la compétitivité des institutions financières au sein de l'économie. Une corrélation négative significative a été établie entre l'écart des taux d'intérêt et la croissance inclusive. Une hausse de 1 point de pourcentage du premier, dénotant des institutions financières moins efficaces et moins compétitives, entraîne un recul de la seconde d'environ 0,018 point de pourcentage. Ce résultat montre que le faible niveau d'approfondissement financier est un obstacle à une croissance plus inclusive en Afrique. L'écart moyen des taux d'intérêt dans cette étude est de 13,2 %, soit deux fois plus que ceux des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en 2015. Comme vu dans la section précédente, le développement financier pourrait affecter la croissance au moins à travers deux canaux : l'accumulation des capitaux et la productivité totale des facteurs. Les résultats obtenus par les auteurs tendent à étayer l'effet du développement financier par le canal de la productivité totale des facteurs, à savoir que l'efficacité et la compétitivité des institutions financières pourraient aboutir à des innovations financières qui réduiraient les asymétries d'informations et favoriseraient l'allocation efficace des ressources financières et le suivi des projets d'investissement dans les activités propres à accélérer la croissance.

Deux mesures de flux financiers alimentant les économies (l'IED et l'APD) ont été incluses. Le résultat n'indique aucun effet significatif de l'IED ou de l'APD sur l'inclusivité de la croissance. Cela peut être dû au fait que les entrées d'IED se concentrent sur certains secteurs et certaines activités commerciales qui ne développent guère l'emploi. Par exemple, les flux d'IED les plus importants en 2015 au titre des investissements en capital ont été enregistrés dans le charbon, le pétrole et le gaz naturel (représentant 24 % du total de l'IED) et l'extraction (représentant 23 % du totale de l'IED). En outre, des études antérieures ont montré que l'impact de l'IED sur la croissance était faible en Afrique (Sukar et al., 2011 ; Rodrik, 1999) et que les effets de l'aide sur la croissance étaient controversés (Mekasha et Tarp, 2013 ; Doucouliagos et Paldam, 2008). Addison et Heshmati (2003) ont fait valoir que l'IED dans l'industrie minière avait des effets multiplicateurs limités sur la production et l'emploi dans le reste de l'économie. De plus, les effets positifs de l'IED sur la croissance dépendent du capital humain disponible. Barro (2001) a constaté un impact positif de l'IED sous la forme d'une amélioration de la productivité, cette corrélation étant conditionnée par l'effet de seuil du capital humain. Il a également constaté que la contribution de l'IED à la croissance ne dépassait celle de l'investissement national que lorsque le niveau d'instruction secondaire dans le pays d'accueil dépassait 0,52 an (pour la population masculine en âge de travailler). Ce niveau est nettement supérieur à celui de la plupart des pays africains. En Afrique, Lumbila (2005) a constaté un effet de seuil similaire en utilisant les taux d'inscription au secondaire plutôt que les études effectivement accomplies. Il a également constaté que le rendement de l'IED était significativement plus élevé dans les pays où les taux d'inscription à l'enseignement secondaire dépassaient 25 %.

En outre, des variables de substitution (nombre d'abonnements au large bande et d'utilisateurs d'Internet sur 100 personnes) ont été incluses pour comprendre le rôle des TIC dans la croissance inclusive. Un effet significatif et positif sur la croissance inclusive a été relevé. Une augmentation de 1 point de pourcentage de la proportion d'abonnés au large bande et de la proportion d'utilisateurs généraux d'Internet améliore la croissance inclusive respectivement de 0,196 et de 0,015 point de pourcentage. Actuellement, le taux moyen de pénétration d'Internet en Afrique, à savoir 27,7%⁵, est le plus bas du monde. L'accessibilité des TIC peut contribuer à améliorer la situation, notamment en créant des possibilités économiques, en améliorant les flux d'informations qui accroissent l'efficacité, et en aidant les communautés isolées à s'adonner au commerce et à générer des revenus plus élevés.

Le rôle des institutions, de la rente des ressources naturelles et de l'abondance des ressources a été exploré. Des effets positifs et significatifs de l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine ont été constatés. Les pays ayant une meilleure gouvernance affichent une croissance plus inclusive. En moyenne, une hausse de 1 point de l'Indice conduit à une amélioration de la croissance inclusive d'environ 0,007 point de pourcentage, ce qui cadre avec l'amélioration de la gouvernance et des institutions récemment observée sur le continent. C'est ainsi, notamment, que les indicateurs de la gouvernance et des institutions (tels que l'Indice et le régime politique) ont affiché une amélioration entre 2000 et 2014 (voir l'appendice A). Les dispositions visant à remédier aux défaillances du marché (comme les réformes de la gouvernance entreprises pour renforcer les droits de propriété) facilitent la concurrence sur les marchés et font en sorte que la primauté du droit encourage l'investissement et améliore l'emploi et la productivité, toutes choses qui contribuent en définitive à accélérer la croissance. Les États, par le biais de leurs institutions, pourraient adopter des politiques qui favorisent une croissance soutenue et réduisent les inégalités économiques. Zhuang et al. (2010) ont constaté que les pays des régions en développement d'Asie qui s'étaient dotés d'une gouvernance qualitativement supérieure à la moyenne (pour ce qui est de l'efficacité du gouvernement, de la qualité de la réglementation et de la primauté du droit) avaient progressé plus rapidement que ceux qui se situaient en dessous de la moyenne à cet égard.

Tableau 5.1: Déterminants de la croissance inclusive : analyse de régression multipays

	I	II	III	IV	V	VI
PIB initial par habitant	-0,383*** (0,087)	-0,194** (0,073)	-0,225*** (0,074)	-0,239*** (0,076)	-0,206*** (0,071)	-0,250*** (0,076)
Investissement	0,430*** (0,123)	0,241** (0,094)	0,238* (0,116)	0,243** (0,095)	0,221** (0,078)	0,280*** (0,084)
Consommation du secteur public	0,267* (0,136)	0,322*** (0,098)	0,344*** (0,112)	0,360*** (0,096)	0,306*** (0,100)	0,407*** (0,092)
Volatilité du PIB	0,036 (0,065)	0,115 (0,080)	0,119 (0,084)	0,091 (0,084)	0,111 (0,083)	0,129 (0,077)
Ouverture commerciale	-0,087 (0,143)	-0,099 (0,166)	-0,070 (0,174)	-0,112 (0,156)	-0,103 (0,162)	-0,166 (0,150)

⁵ Internet World Stats. Disponible [en anglais] à l'adresse : www.internetworldstats.com.

	I	II	III	IV	V	VI
Rente des ressources naturelles	-0,018	0,047	0,098	0,087*	0,086**	0,057*
	(0,046)	(0,033)	(0,062)	(0,044)	(0,039)	(0,031)
Inflation	0,080***	0,137***	0,145***	0,133***	0,133***	0,168***
	(0,027)	(0,023)	(0,028)	(0,022)	(0,022)	(0,030)
IED	0,079	-0,030	-0,100	-0,067	-0,029	-0,003
	(0,078)	(0,097)	(0,129)	(0,098)	(0,095)	(0,099)
APD	-0,298***	-0,098	-0,072	-0,111	-0,100	-0,093
	(0,090)	(0,067)	(0,064)	(0,069)	(0,062)	(0,069)
Écart des taux d'intérêt		-0,018***	-0,020***	-0,017***	-0,017***	-0,022***
		(0,004)	(0,004)	(0,004)	(0,004)	(0,005)
Crédit au secteur privé (plan national)		-0,000	-0,001	-0,002	-0,001	0,001
		(0,003)	(0,002)	(0,003)	(0,003)	(0,002)
Abonnement haut débit (par 100 pers.)			0,196*			
			(0,096)			
Utilisateurs Internet (par 100 pers.)				0,015*		
				(0,008)		
Indice Ibrahim (gouvernance africaine)					0,007*	
					(0,004)	
Pays pauvres en ress. minérales (=1)						0,154**
						(0,070)
Constante	1,922**	0,513	0,491	0,816	0,245	0,670
	(0,885)	(0,770)	(1,055)	(0,824)	(0,758)	(0,745)
Observations	38	32	29	32	32	32

Notes : Les erreurs standard sont entre parenthèses. * p < 0,10. ** p < 0,05. *** p < 0,01. La variable dépendante est la croissance inclusive.

Des effets significatifs et positifs de la rente des ressources naturelles sur l'inclusivité ont été relevés. Une hausse de 1 point de pourcentage de la rente des ressources naturelles pourrait améliorer la croissance inclusive de 0,057 point de pourcentage.

Sur le continent, les pays pauvres en ressources minérales sont plus inclusifs dans leur croissance que les pays riches en ressources minérales. Les premiers affichent une croissance inclusive supérieur d'environ 0,154 point de pourcentage à celle des seconds. Cela pourrait s'expliquer par le nombre relativement supérieur de possibilités d'emplois productifs créées dans les pays pauvres en ressources minérales, dans la mesure où ces pays, dès lors qu'ils se sont dotés d'un solide cadre de politiques à cette fin, ont pu diversifier leurs économies dans les secteurs de la fabrication et des services

(Collier, 1997), lesquels offrent plus de possibilités d'emplois productifs que le secteur des ressources minérales.

Robustesse et difficultés des estimations

À titre de complément à l'analyse de régression multipays, les estimations ont été appliquées à un échantillon non cylindré de 48 pays africains (voir le tableau 5.2). Les résultats corroborent certaines conclusions de l'analyse de régression. L'effet significatif de l'investissement sur la stimulation de la croissance inclusive a été relevé, ainsi que les effets significatifs et positifs des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes sur l'inclusivité de la croissance. L'APD encourage également la croissance inclusive. Une corrélation positive a été observée entre les mesures des institutions et la croissance inclusive. La consommation publique encourage la croissance inclusive, tandis que les recettes fiscales (en pourcentage du PIB) ont l'effet contraire. Il est possible que le système fiscal (progressif ou régressif) intervienne à la fois dans le rythme et la répartition de la croissance (la répartition des bénéfices de la croissance). Dans la régression sur échantillon, la structure de l'économie est corrélée avec l'inclusivité de la croissance. La valeur ajoutée industrielle (en pourcentage du PIB) a une incidence positive et significative sur la croissance inclusive. Aucun effet significatif de l'éducation sur l'inclusivité de la croissance n'a été discerné, ce qui pourrait résulter du petit nombre d'observations effectuées.

En résumé, les résultats économétriques dégagés par les auteurs attestent le rôle joué par les politiques macroéconomiques (budgétaires et monétaires), les institutions et la gouvernance ainsi que d'autres facteurs tels que les TIC et la rente tirée des ressources naturelles dans la croissance inclusive en Afrique.

Tableau 5.2: Déterminants de la croissance inclusive : analyse de régression sur échantillon

	I	II
Investissement	0,017 (0,026)	0,038*** (0,013)
Consommation du secteur public	0,077** (0,034)	0,021 (0,016)
Recettes fiscales	-0,045** (0,022)	-0,015 (0,013)
Ouverture commerciale	0,045* (0,026)	-0,016 (0,014)
Volatilité du PIB	0,012 (0,014)	
Inflation	-0,001 (0,001)	0,001*** (0,001)
Crédit au secteur privé (plan national)	-0,018 (0,015)	0,011 (0,007)
Taux brut de scolarisation secondaire	0,008 (0,015)	
Valeur ajoutée industrielle		0,001** (0,000)
Population urbaine		-0,000 (0,000)
APD		0,010* (0,006)
Diversité ethnique et linguistique		0,082** (0,033)
Constante	-0,275** (0,125)	-0,167*** (0,056)
Observations	26	48

Note : Les écarts types sont entre parenthèses. * $p < 0,10$. ** $p < 0,05$. *** $p < 0,01$. La variable dépendante est la croissance inclusive.

En raison de l'insuffisance des données, principalement des données relatives à l'inégalité des revenus et de certains indicateurs macroéconomiques (comme l'éducation), il n'a pas été possible d'inclure des variables explicatives à plusieurs spécifications et d'en obtenir ainsi des variations à estimer selon l'équation (8.1). L'équation (8.1) a donc été appliquée en tant que modèle de régression multipays à moindres carrés. L'analyse a été ensuite complétée par l'estimation d'un modèle d'échantillon non cylindré au moyen de l'équation (8.1) et d'effets aléatoires.

Dans le modèle de la régression multipays, le nombre des observations faites variait entre 29 et 38, selon les variables explicatives incluses dans la spécification. Compte tenu du petit nombre d'observations et des quelques variables explicatives disponibles, les estimations des auteurs pourraient souffrir d'un biais de petit échantillonnage. Les résultats des auteurs suggèrent donc la possibilité d'une corrélation entre la variable explicative et la croissance inclusive. Dans la régression sur échantillon, les 48 observations représentent un nombre relativement bon par rapport à celui des variables explicatives utilisées. Il ressort des constatations des auteurs que les résultats sont presque identiques à ceux de l'analyse multipays, ce qui dénote la robustesse des estimations des auteurs.

6. Conclusions et implications

L'objectif principal de cette étude était de mesurer le degré d'inclusivité de la croissance en Afrique et d'examiner les principaux facteurs qui la stimulent. L'accent est de plus en plus mis sur la question de la croissance inclusive, à la fois dans les milieux universitaires et décisionnels. À cet égard, plusieurs définitions et méthodes de mesure sont offertes, ce qui est révélateur d'un manque d'unanimité. La croissance inclusive est définie comme une croissance généralisée des revenus que se partagent tous les membres de la société (c'est-à-dire une croissance qui bénéficie à tout un chacun au sein de l'économie), ou une croissance qui réduit les inégalités, ou encore une combinaison des deux.

Contrairement à quelques études antérieures réalisées en Afrique (Ncube, 2015 ; Hakimian, 2013) faisant usage d'un indice composite fondé sur plusieurs indicateurs, la présente étude fournit le premier ensemble de résultats sur l'inclusivité de la croissance en Afrique obtenus en utilisant la mesure dite unifiée de la croissance inclusive mise au point par Ali et Son (2007a) et adaptée notamment par Anand et al. (2013). Fait important, il s'agit de présenter des données empiriques concernant les facteurs qui favorisent la croissance inclusive, et ce, sur la base d'un modèle de régression multipays conçu dans l'optique d'une prospérité partagée et, partant, d'une plus grande stabilité. Cette étude peut être comparée à des travaux similaires effectués en Asie selon une méthode analogue de mesure de la croissance inclusive (par ex. : Anand et al., 2013 ; Aoyagi et Ganelli, 2013).

L'Afrique a réalisé un taux de croissance annuel moyen de 4,8 % au cours de la période 2000-2015. Cette croissance record lui a valu la deuxième place, après l'Asie de l'Est et du Sud, parmi les régions du monde classées selon la rapidité de leur croissance. D'où la renaissance d'un espoir de prospérité. Mais elle se classe également au deuxième rang des régions du monde, après l'Amérique latine cette fois, pour l'inégalité de ses revenus. De 2000 à 2014, l'indice de Gini a légèrement reculé sur le continent, passant de 44,73 à 42,51. Face au niveau atteint par les inégalités aujourd'hui, leur résolution appelle une attention particulière. En moyenne, elles ont augmenté dans 20 pays et diminué dans 17. En l'occurrence, l'échantillon comprend des pays qui ont fait l'objet d'au moins deux observations entre 2000 et 2014. Force est de constater que la croissance rapide réalisée entre 2000 et 2015 ne s'est pas traduite par une réduction effective des inégalités de revenus. Les auteurs ont également considéré l'hypothèse de Kuznets (1955) et sa courbe en U inversé représentant le degré d'inégalité par rapport au niveau de développement économique, et ils n'ont relevé aucun élément qui puisse l'étayer en Afrique. En revanche, ils ont constaté une relation positive entre les deux aspects, avec un coefficient de corrélation de 0,45, ce qui illustre le lien qu'il y aurait eu entre la croissance récente et les inégalités, et soulève la préoccupation selon laquelle l'amélioration de la croissance économique pourrait ne pas réduire les inégalités.

Le calcul du degré d'inclusivité de la croissance en Afrique s'est effectué dans le cadre de la présente étude selon la mesure dite unifiée de la croissance inclusive. Il ressort des résultats obtenus par les auteurs que la croissance en Afrique est légèrement inclusive, avec un taux d'inclusivité de 0,246. Ce fait a été en grande partie favorisée

par l'augmentation des revenus (avec une croissance du PIB par habitant de 0,215) et par une légère amélioration de leur distribution (0,031). Ce sont des résultats qui rejoignent le constat d'une croissance africaine remarquable accompagnée d'une légère baisse des inégalités de revenus. L'inclusivité de la croissance connaît des variations nationales, cinq pays (le Burundi, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, Madagascar et le Togo) ayant enregistré une baisse de la croissance inclusive au fil du temps, tandis que les 37 pays restants de l'échantillon ont connu différents degrés de croissance inclusive.

Les résultats obtenus par les auteurs font ressortir que l'investissement, les dépenses publiques, une politique monétaire souple, des institutions financières compétitives et efficaces, une meilleure infrastructure des TIC et de meilleures institutions sont des variables qui favorisent la croissance inclusive en Afrique. En conformité avec l'hypothèse de convergence conditionnelle, qui veut que les économies plus pauvres tendent à progresser plus rapidement que les économies plus riches, des effets négatifs et statistiquement significatifs du PIB initial par habitant sur la croissance inclusive ont été constatés.

L'analyse des auteurs montre que l'investissement est un important facteur d'inclusivité pour la croissance africaine, d'où l'importance de le promouvoir. L'amélioration de l'investissement nécessite des réformes économiques et institutionnelles, une amélioration de l'environnement des affaires et l'élimination des obstacles liés aux infrastructures et au capital humain. Il faut aussi une mobilisation accrue des ressources intérieures par le biais de l'épargne intérieure, une fiscalité optimale, un partage des coûts liés à la fourniture des biens publics et une amélioration de la productivité des dépenses publiques.

L'effet positif significatif de la consommation des administrations publiques sur l'inclusivité de la croissance donne à conclure que la politique budgétaire a un rôle important à jouer dans la promotion d'une croissance inclusive. Il s'agit d'augmenter les dépenses de l'État au titre des investissements, des transferts vers les secteurs sociaux tels que l'éducation et la santé, et des subventions efficaces, tout en procédant à un judicieux équilibrage entre l'efficacité des dépenses et la source de leur financement. La hausse des dépenses d'investissement se traduit par un supplément d'infrastructures et d'autres biens publics qui viennent compléter l'investissement privé et sont nécessaires à la croissance économique. En outre, l'augmentation des dépenses publiques sous la forme de transferts destinés aux dépenses d'éducation et de santé des administrations territoriales est susceptible d'améliorer le capital humain et, partant, la croissance économique. En termes de distribution, les dépenses publiques qui ciblent efficacement les pauvres au moyen de subventions pourraient réduire les inégalités. Lorsqu'ils augmentent leur consommation, les États devraient toutefois faire preuve de prudence, aussi bien à l'égard des sources de financement (fiscalité et financement par déficit) que de l'efficacité et l'efficacités des dépenses. Le financement par la fiscalité ou le déficit peut entraîner un niveau élevé de distorsion dans l'utilisation des ressources ou une éviction plus importante des activités du secteur privé. Les transferts et les subventions du trésor pourraient également fausser les prix au sein de l'économie, ce qui pourrait nuire à la croissance et, si les dépenses ne ciblent pas efficacement les pauvres, aggraver les inégalités.

Les résultats obtenus par les auteurs mettent en évidence l'effet positif et statistiquement significatif de l'inflation sur la croissance inclusive. Intuitivement, une politique monétaire souple (pratiquant des taux directeurs bas) encourage l'investissement, étant donné que des prêts d'un coût abordable sont disponibles à grande échelle, ce qui pourrait avoir une incidence sur la croissance. Aussi les résultats indiquent-ils qu'une politique monétaire souple est utile pour induire une croissance inclusive. Il convient toutefois d'être prudent dans l'interprétation de ce résultat, car un niveau d'inflation supérieur à un certain seuil affecte négativement la croissance, et peut entraîner un ralentissement économique. La corrélation négative significative entre l'écart des taux d'intérêt et la croissance inclusive montre l'importance pour une économie de disposer d'institutions financières efficaces et compétitives. L'efficacité et la compétitivité des institutions financières pourraient entraîner des innovations financières susceptibles de réduire les asymétries d'information et de favoriser l'allocation efficace de ressources financières ainsi que le suivi de projets d'investissement dans les activités qui favorisent la croissance. Les pays africains devraient donc promouvoir le développement d'un secteur financier qui favorise les institutions financières efficaces et compétitives.

Le constat que les TIC ont un effet positif significatif sur la croissance inclusive est un résultat intéressant. L'accessibilité des TIC peut s'avérer utile, notamment pour la création de possibilités économiques, l'amélioration des flux d'information qui renforcent l'efficacité, et pour aider les communautés isolées à s'engager dans le commerce et à générer des revenus plus élevés. Autant d'éléments qui tendent à indiquer que l'infrastructure des TIC devrait être développée et son utilisation encouragée.

Les conclusions des auteurs font état des effets positifs significatifs des institutions et de la gouvernance sur la croissance inclusive en Afrique, donnant à conclure qu'il est important d'établir et de promouvoir de bonnes institutions et une bonne gouvernance. Les dispositions visant à remédier aux défaillances du marché (notamment les réformes de la gouvernance aux fins du renforcement des droits de propriété) facilitent la concurrence sur les marchés et garantissent un état de droit qui améliorera les investissements et augmentera l'emploi et la productivité, ce qui accélérera la croissance à terme. Les gouvernements africains, par le truchement de leurs institutions, pourraient ainsi adopter des politiques qui favorisent une croissance soutenue et réduisent les inégalités économiques.

Dans l'ensemble, les résultats économétriques attestent l'incidence favorable que les politiques macroéconomiques (budgétaires et monétaires), des institutions de qualité, une bonne gouvernance et les TIC peuvent avoir sur la croissance inclusive en Afrique. En conséquence, la promotion d'une croissance inclusive pourrait passer par l'élaboration de politiques macroéconomiques et d'autres interventions de développement. Il conviendrait de procéder à de nouvelles recherches axées sur la désagrégation des canaux par lesquels les politiques budgétaires et monétaires influent sur la croissance inclusive.

Références

- Acemoglu, D., et al. (2005). « *Institutions as a fundamental cause of long-run growth* ». *Handbook of economic growth*, vol. 1, p. 385 à 472.
- Adams, S. (2009). « *Can foreign direct investment (FDI) help to promote growth in Africa?* ». *African Journal of Business Management*, vol. 3, no 5, p. 178.
- Addison, T., et A. Heshmati (2003). *The new global determinants of FDI flows to developing countries: The importance of ICT and democratization*. WIDER Discussion Papers/World Institute for Development Economics (UNU-WIDER), no 2003/45.
- Ali, I., et H.H. Son (2007a). « *Measuring inclusive growth* ». *Asian Development Review*, vol. 24, no 1, p. 11.
- _____ (2007b). *Defining and measuring inclusive growth: application to the Philippines*. ERD Working Paper, no 98. Banque asiatique de développement.
- Anand, R., et al. (2013). *Inclusive growth: measurement and determinants*. IMF Working Paper, no 13/135. Fonds monétaire international, Washington.
- Aoyagi, C., et G. Ganelli (2015). « *Asia's quest for inclusive growth revisited* ». *Journal of Asian Economics*, vol. 40, p. 29 à 46.
- Balakrishnan, R., et al. (2013) « *The elusive quest for inclusive growth: growth, poverty, and inequality in Asia* ». IMF Working Paper, no 13/152. Fonds monétaire international, Washington.
- Banque africaine de développement (2012). *Programme de croissance inclusive*. Notes d'information pour la stratégie à long terme de la Banque, no 6. Tunis.
- Banque mondiale (2009). *What is inclusive growth?* Washington. Disponible à l'adresse : <http://siteresources.worldbank.org/INTDEBTDEPT/Resources/468980-1218567884549/WhatIsInclusiveGrowth20081230.pdf>.
- Barro, R.J. (1991). « *Economic growth in a cross section of countries* ». *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, no 2, p. 407 à 443.
- _____ (1996). *Determinants of economic growth: a cross-country empirical study*. NBER Working Paper, no 5698. National Bureau of Economic Research.
- _____ (2000). « *Inequality and growth in a panel of countries* ». *Journal of economic growth*, vol. 5, no 1, p. 5 à 32.

_____ (2001). « *Human capital and growth* ». *The American Economic Review*, vol. 91, no 2, p. 12 à 17.

Bénabou, R. (2000). « *Unequal societies: Income distribution and the social contract* ». *The American Economic Review*, p. 96 à 129.

Berg, A.G., et J.D. Ostry (2011). « *Equality and efficiency* ». *Finance & Development*, vol. 48, no 3, p. 12 à 15.

Bhushan, I. (2013). *Do we know what inclusive growth really means?* *Asian Development Blog*, 8 février.

Chavula, H.K. (2014). « *The role of ICTs in agricultural production in Africa* ». *Journal of Development and Agricultural Economics*, vol. 6, no 7, p. 279 à 289.

Cœuré, B. (2012). *What can monetary policy do about inequality?* Discours prononcé devant le Parlement européen, Bruxelles, octobre 2012. Banque centrale européenne, Francfort-sur-le-Main (Allemagne).

Coibion, O., et al. (2012). *Innocent bystanders? Monetary policy and inequality in the U.S.* *NBER Working Paper*, no 18170. National Bureau of Economic Research.

Collier, P. (1997). « *Globalization: implications for Africa* » Dans *Trade Reform and Regional Integration in Africa* (dir. : Zubair Iqbal et Mohsin S. Khan). Fonds monétaire international, Washington.

Commission économique pour l'Afrique (2012). *Rapport économique sur l'Afrique 2012 : Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance*. Addis-Abeba.

_____ (2013). *Rapport économique sur l'Afrique 2013 : Tirer le plus grand profit des produits de base africains : l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique*. Addis-Abeba.

_____ (2014). *Rapport économique sur l'Afrique 2014 : Politique industrielle dynamique en Afrique*. Addis-Abeba.

_____ (2015). *Rapport économique sur l'Afrique 2015 : L'industrialisation par le commerce*. Addis-Abeba.

_____ (2016). *Rapport économique sur l'Afrique 2016 : Vers une industrialisation verte en Afrique*. Addis-Abeba.

Commission économique pour l'Afrique et Union africaine (2013). *Vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Afrique en 2012*. Document présenté à la Réunion du Comité d'experts de la sixième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique et de la

Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine, 21-24 mars 2013, Abidjan (Côte d'Ivoire).

Dagdeviren, H., et al. (2000). *Redistribution matters: growth for poverty reduction*. *Employment Paper*, no 2000/10. Organisation internationale du travail, Genève.

Deininger, K., et L. Squire (1998). « *New ways of looking at old issues: inequality and growth* ». *Journal of Development Economics*, vol. 57, no 2, p. 259 à 287.

Demetriades, P.O., et G.A. James. (2011). « *Finance and growth in Africa: the broken link* ». *Economics Letters*, vol. 113, no 3, p. 263 à 265.

Dollar, D., et A. Kraay (2002). « *Spreading the wealth* ». *Foreign Affairs*, vol. 81, no 1, p. 120 à 133.

Doucouliafos, H., et M. Paldam (2008). « *Aid effectiveness on growth: A meta study* ». *European Journal of Political Economy*, vol. 24, no 1, p. 1 à 24.

Frankel, J.A., et D. Romer (1996). *Trade and growth: an empirical investigation*. *Working Paper*, no 5476. National Bureau of Economic Research.

Fonds monétaire international (2007). *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2007 : Mondialisation et inégalité*. Washington.

Greenwood, J., et B. Jovanovic (1990). « *Financial development, growth, and the distribution of income* ». *Journal of Political Economy*, vol. 98, no 5, 1ère partie, p. 1076 à 1107.

Gurley, J.G., et E.S. Shaw (1955). « *Financial aspects of economic development* ». *The American Economic Review*, vol. 45, no 4, p. 515 à 538.

Habito, C.F. (2009). *Patterns of inclusive growth in Asia: insights from an enhanced growth-poverty elasticity analysis*. *ADB Working Paper*, no 145. Institut de la Banque asiatique de développement, Tokyo.

Hakimian, H. (2013). *La recherche d'une croissance inclusive en Afrique du Nord: une approche comparative*. Note économique. Banque africaine de développement, Tunis.

Hanson, K.T., et F. Leautier (2013). « *Jobless economic growth in Africa: is there a role for agriculture?* ». *The Journal of African Development*, vol. 15, no 2, p. 1 à 17.

Harrison, A. (1996). « *Openness and growth: a time-series, cross-country analysis for developing countries* ». *Journal of Development Economics*, vol. 48, no 2, p. 419 à 447.

Ianchovichina, E., et S. Lundstrom (2009). *Inclusive growth analytics: framework and application*. *Policy Research Working Paper*, no 4851. Banque mondiale, Washington.

Kakwani, N., et E. Pernia (2000). « *What is pro-poor growth?* ». *Asian Development Review: Studies of Asian and Pacific Economic Issues*, vol. 18, no 1. Banque asiatique de développement, Mandaluyong City (Philippines).

King, R.G., et R. Levine (1993). « *Finance and growth: Schumpeter might be right* ». *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 108, no 3, p. 717 à 737.

Klasen, S. (2010). *Measuring and monitoring inclusive growth: multiple definitions, open questions, and some constructive proposals*. ADB Sustainable Development Working Paper, no 12. Banque asiatique de développement, Mandaluyong City (Philippines).

Kuznets, S. (1955). « *Economic growth and income inequality* ». *The American Economic Review*, vol. 45, no 1, p. 1 à 28.

Levine, R., et D. Renelt (1992). « *A sensitivity analysis of cross-country growth regressions* ». *The American Economic Review*, p. 942 à 963.

Levine, R. (2005). « *Finance and growth: theory and evidence* ». Dans *Handbook of economic growth* (dir. : Philippe Aghion et Steven N. Durlauf). Elsevier, Amsterdam.

Lumbila, Kevin N. (2005). *Risk, FDI and economic growth: a dynamic panel analysis of the determinants of FDI and its growth impact in Africa*. Thèse de doctorat, American University.

Lundberg, M., et L. Squire. (2003). « *The simultaneous evolution of growth and inequality* ». *The Economic Journal*, vol. 113, no 487, p. 326 à 344.

McKinley, T. (2010). « *Inclusive growth criteria and indicators: an inclusive growth index for diagnosis of country progress* ». ADB Sustainable Development Working Paper, no 14. Banque asiatique de développement, Mandaluyong City (Philippines).

Mekasha, T.J., et F. Tarp (2013). « *Aid and growth: what meta-analysis reveals* ». *The Journal of Development Studies*, vol. 49, no 4, p. 564 à 583.

Ncube, M. (2015). « *Inclusive growth in Africa: current performance and prospects* ». Dans *Africa at a Fork in the Road: Taking Off or Disappointment Once Again?* (dir. : Ernesto Zedillo, Olivier Cattaneo et Haynie Wheeler). A Yale Center for the Study of Globalization eBook, New Haven (Connecticut, États-Unis).

Okun, A. (1975). *Equality and Efficiency: The Big Tradeoff*. Brookings Institution Press, Washington.

Organisation de coopération et de développement économiques (2014). *Rapport sur le cadre de l'OCDE pour une croissance inclusive*. Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, 6-7 mai 2014, Paris. Disponible à l'adresse : https://www.oecd.org/fr/rcharrm/IG_MCM_FRENCH.pdf.

Ostry, M.J.D., et al. (2014). *Redistribution, inequality, and growth*. Fonds monétaire international, Washington.

Panizza, U. (2014). « Développement financier et croissance économique : les connus connus, les inconnus connus et les inconnus inconnus ». *Revue d'économie du développement*, vol. 22, no HS02, p. 35 à 65.

Programme de développement des Nations Unies (2015). *What does inclusive economic growth mean in practice?* 31 juillet. Disponible à l'adresse : www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2015/7/31/What-does-inclusive-economic-growth-actually-mean-in-practice.html.

Ramos, R.A., et al. (2013). *Mapping Inclusive Growth. IPC-IG Working Paper*, no 105. International Policy Centre for Inclusive Growth, Brasília.

Ranieri, R., et R.A. Ramos (2013). *Inclusive growth: building up a concept. Working Paper*, no 104. International Policy Centre for Inclusive Growth, Brasília.

Rauniar, G., et R. Kanbur (2010). « *Inclusive growth and inclusive development: a review and synthesis of Asian Development Bank literature* ». *Journal of the Asia Pacific Economy*, vol. 15, no 4, p. 455 à 469.

Ravallion, M. (2001). « *Growth, inequality and poverty: looking beyond averages* ». *World Development*, vol. 29, no 11, p. 1803 à 1815.

Ravallion, M., et S. Chen (2003). « *Measuring pro-poor growth* ». *Economics Letters*, vol. 78, p. 93 à 99.

Rodrik, D. (1999). *The new global economy and developing countries: making openness work. Policy Essay*, no 24. Overseas Development Council, Washington

Sachs, J.D., et A.M. Warner (1995). *Natural resource abundance and economic growth. NBER Working Paper*, no 5398. National Bureau of Economic Research.

Saint-Paul, G., et T. Verdier (1993). « *Education, democracy and growth* ». *Journal of Development Economics*, vol. 42, no 2, p. 399 à 407.

Sukar, A., et al. (2011). « *The effects of foreign direct investment on economic growth: the case of sub-Saharan Africa* ». *Southwestern Economic Review*, vol. 34, p. 61 à 74.

Sy, Amadou (2014). *Jobless growth in sub-Saharan Africa*, 30 janvier. Brookings. Disponible à l'adresse : www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2014/01/30/jobless-growth-in-sub-saharan-africa/.

Townsend, R.M. (1979). « *Optimal contracts and competitive markets with costly state verification* ». *Journal of Economic Theory*, vol. 21, no 2, p. 265 à 293.

Zhuang, J., et al. (2010). *Governance and institutional quality and the links with economic growth and income inequality: with special reference to developing Asia*. ADBI Working Paper, no 193. Institut de la Banque asiatique de développement, Tokyo.

Zhuang, J., et al. (2014). *Rising Inequality in Asia and policy implications*. ADBI Working Paper, no 463. Institut de la Banque asiatique de développement, Tokyo.

Appendice A

Courbe de mobilité du revenu pour chaque pays

Les figures ci-après présentent l'inclusivité de la croissance dans le temps pour chacun des pays visés par la présente étude. Elles utilisent une courbe de mobilité du revenu dont l'axe vertical représente le revenu par habitant (en centaines) et l'axe horizontal la part cumulée de la population.

Figure A1. Afrique du Sud

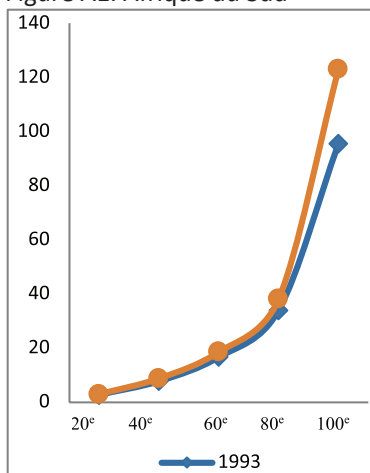


Figure A2. Angola

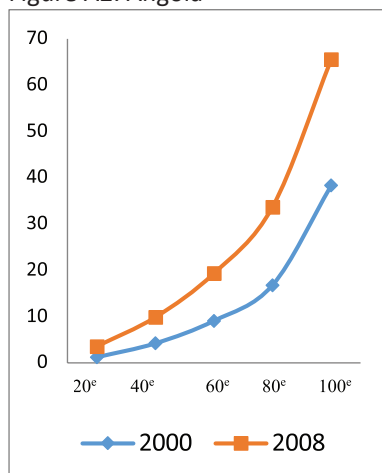


Figure A3. Bénin

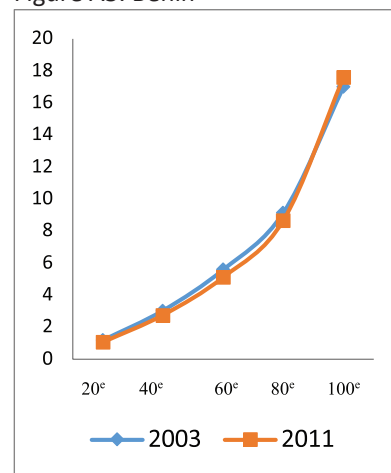


Figure A4. Botswan

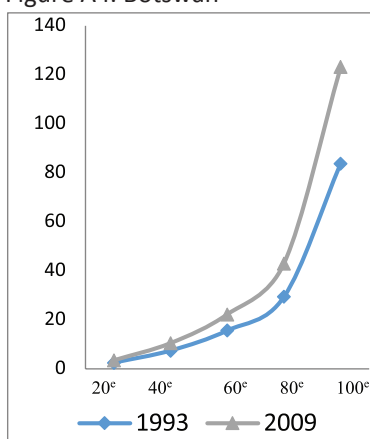


Figure A5. Burkina Faso

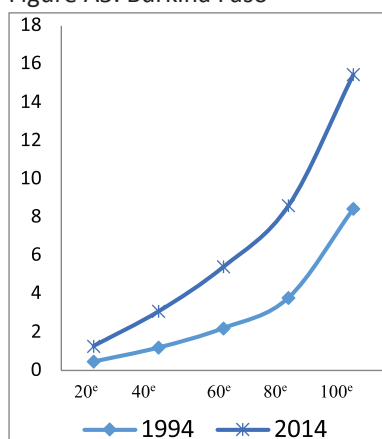


Figure A6. Burundi

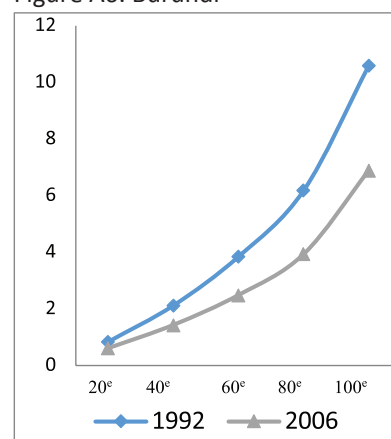


Figure A7. Cabo Verde

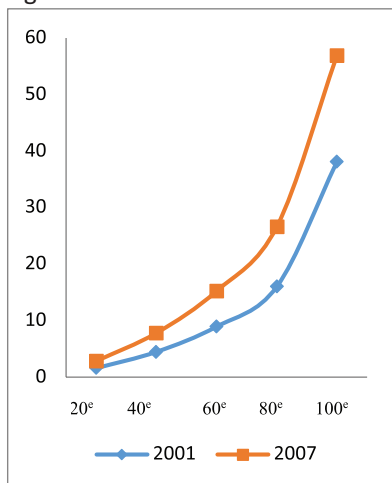


Figure A8. Cameroun

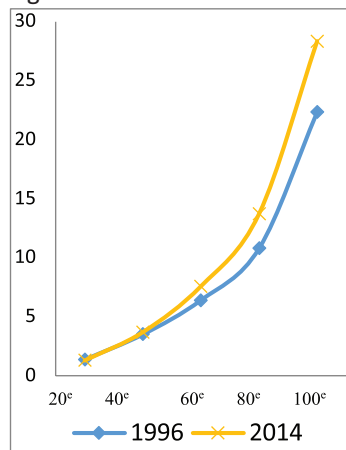


Figure A9. Congo

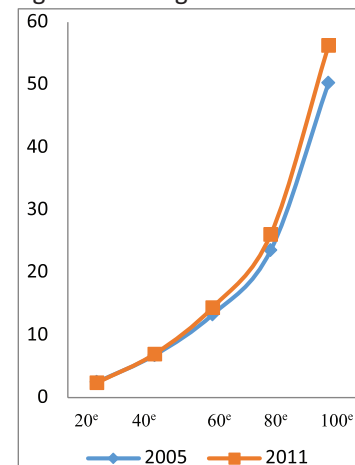


Figure A10. Côte d'Ivoire

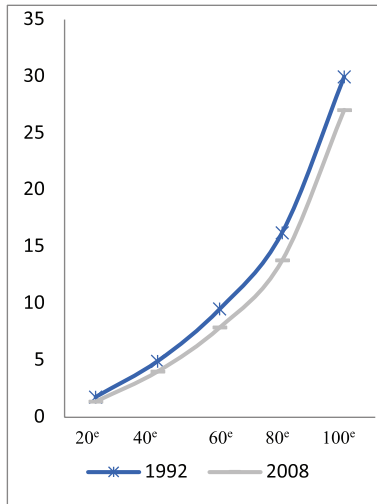


Figure A11. Djibouti

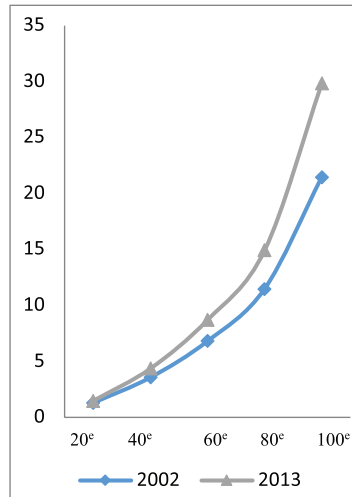


Figure A12. Éthiopie

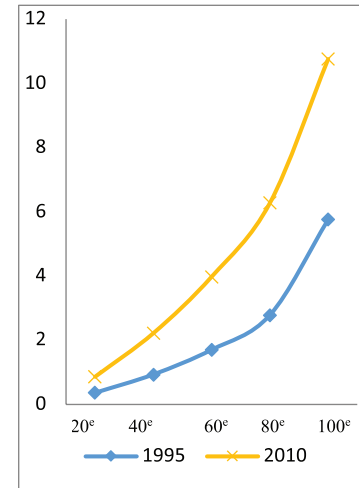


Figure A13. Gambie

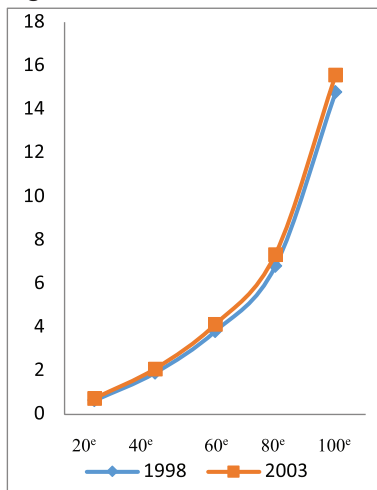


Figure A14. Ghana

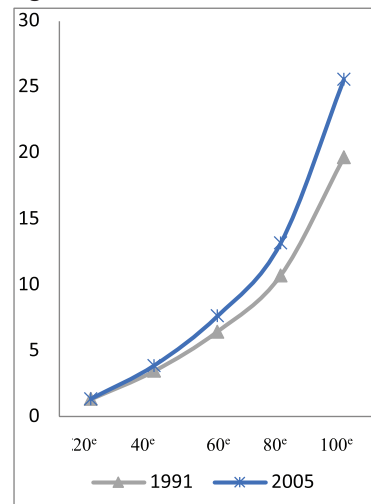


Figure A15. Guinée

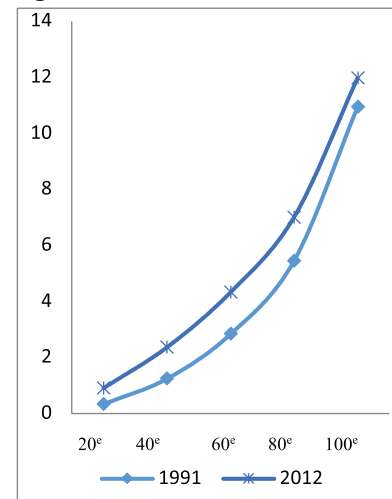


Figure A16. Guinée-Bissaut

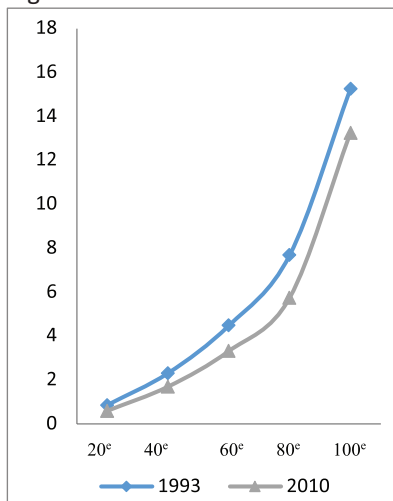


Figure A17. Kenya

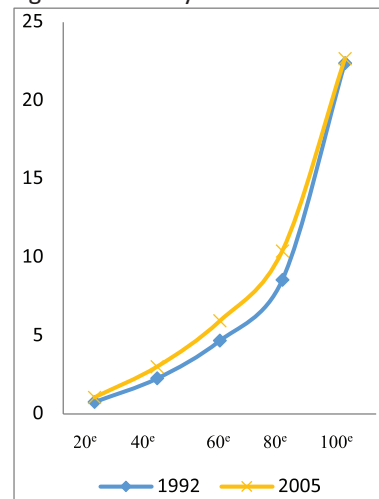


Figure A18. Lesotho

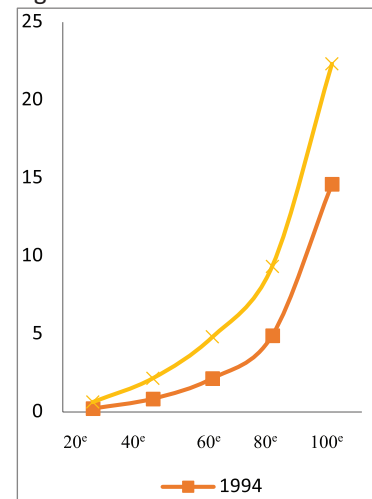


Figure A19. Madagascar

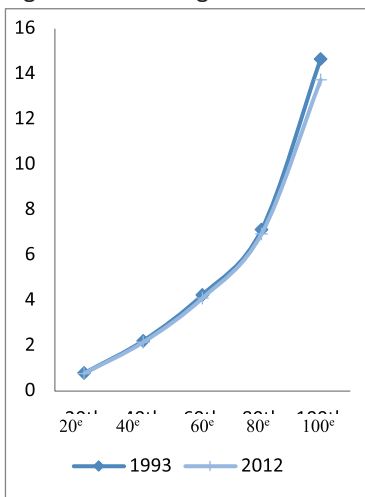


Figure A20. Malawi

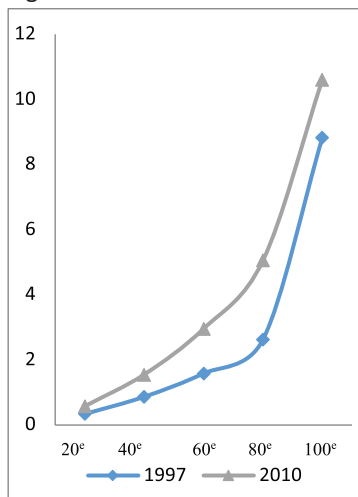


Figure A21. Mali

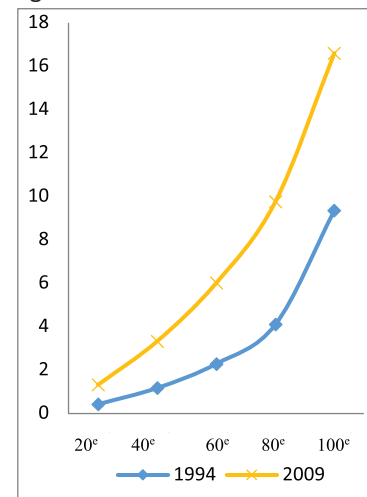


Figure A22. Maroc

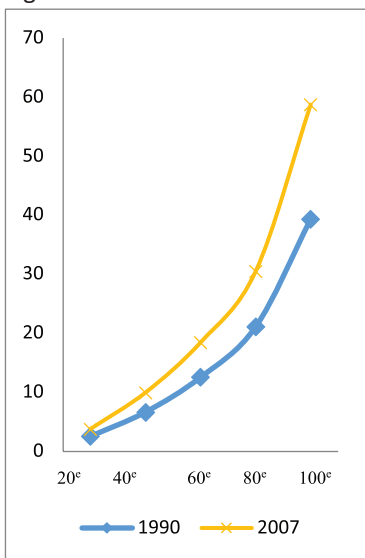


Figure A23. Maurice

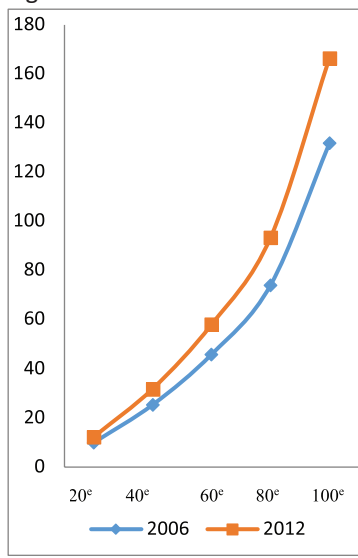


Figure A24. Mauritanie

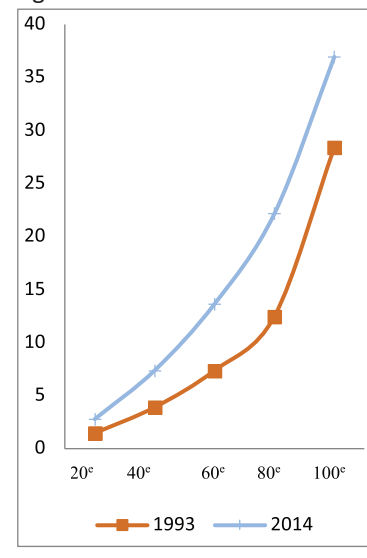


Figure A25. Mozambique

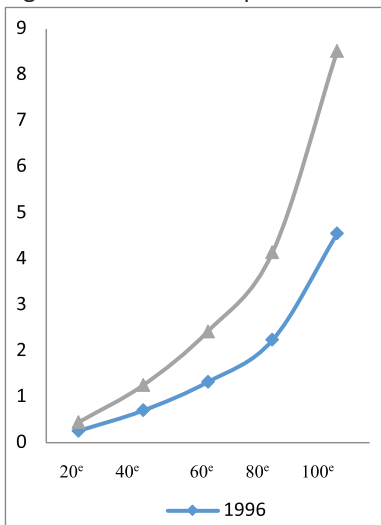


Figure A26. Namibie

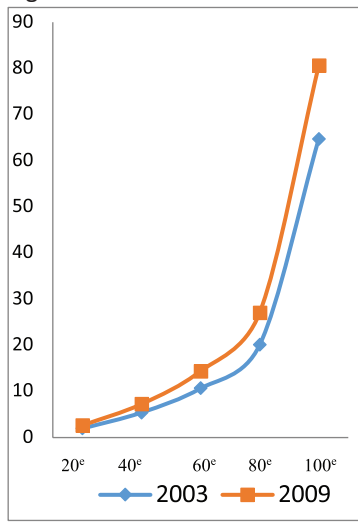


Figure A27. Niger

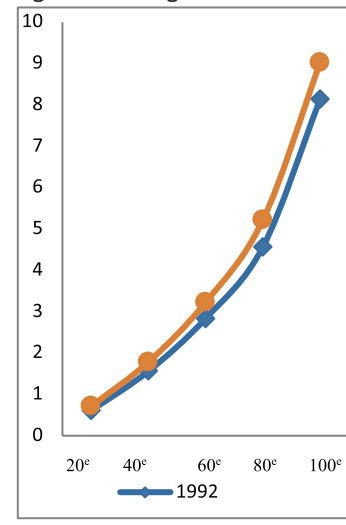


Figure A28. Nigéria

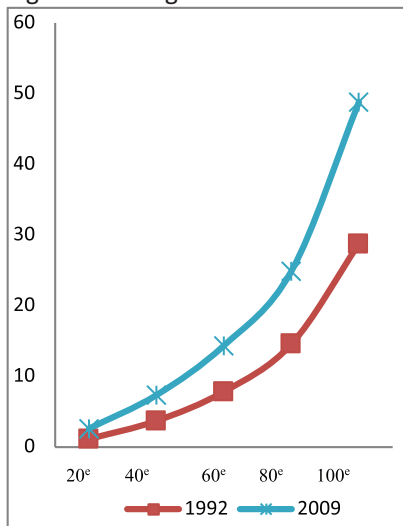


Figure A29. Ouganda

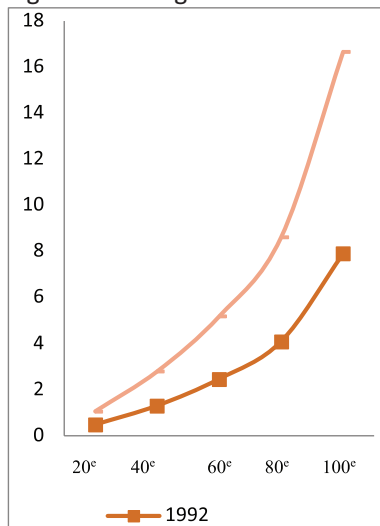


Figure A30. République centrafricaine

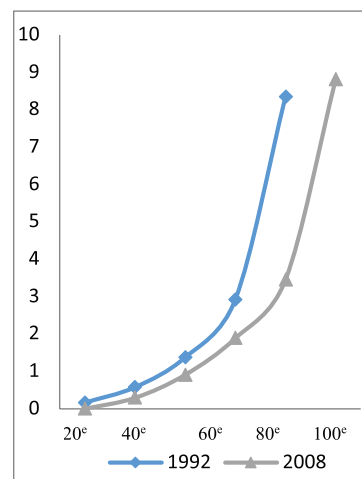


Figure A31. République démocratique du Congo

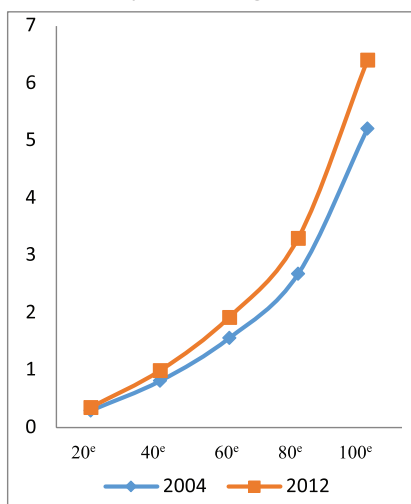


Figure A32. République-Unie de Tanzanie

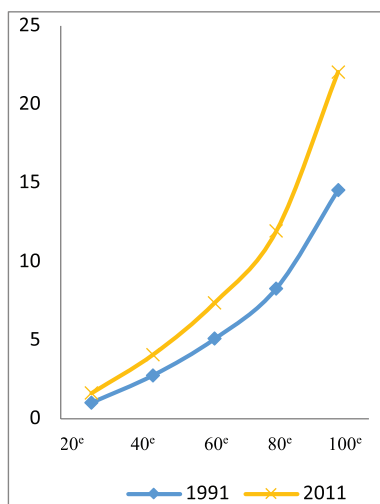


Figure A33. Rwanda

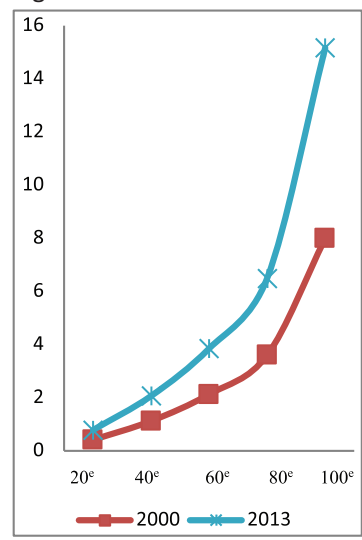


Figure A34. Sao Tomé-et-Principe

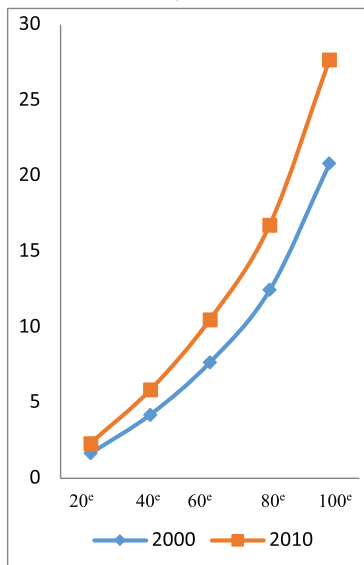


Figure A35. Sénégal

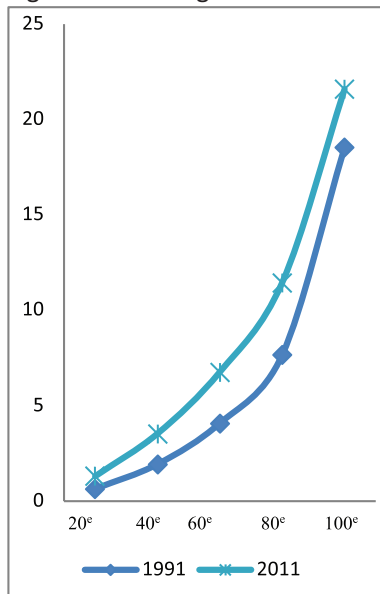


Figure A36. Seychelles

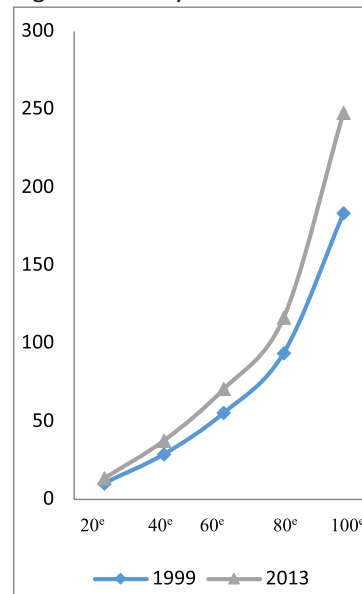


Figure A37. Sierra Leone

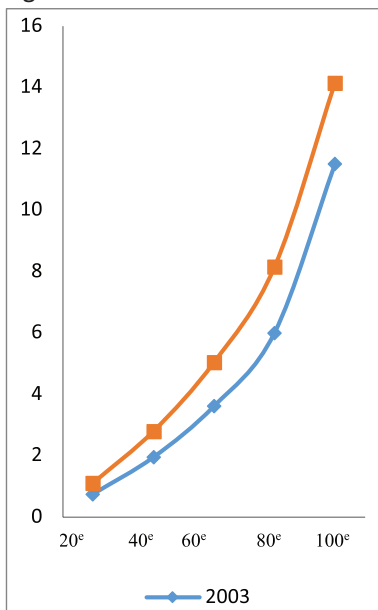


Figure A38. Swaziland

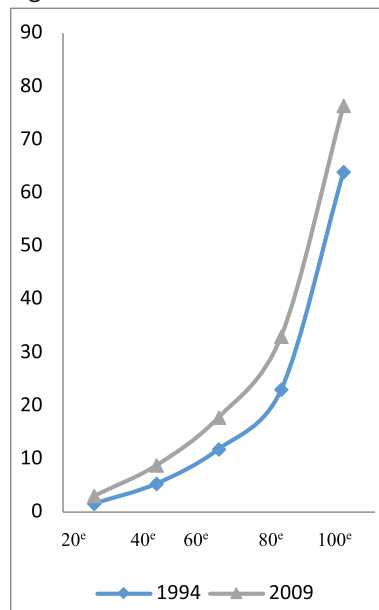


Figure A39. Tchad

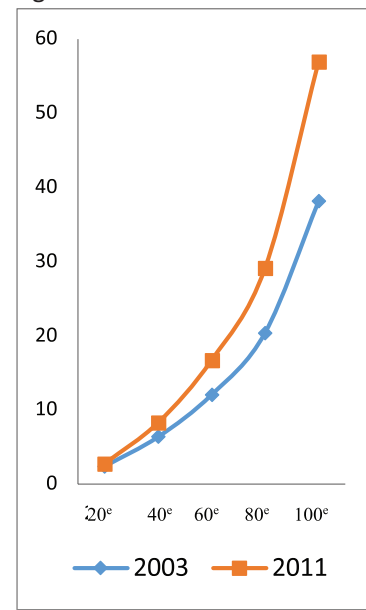


Figure A40. Togo

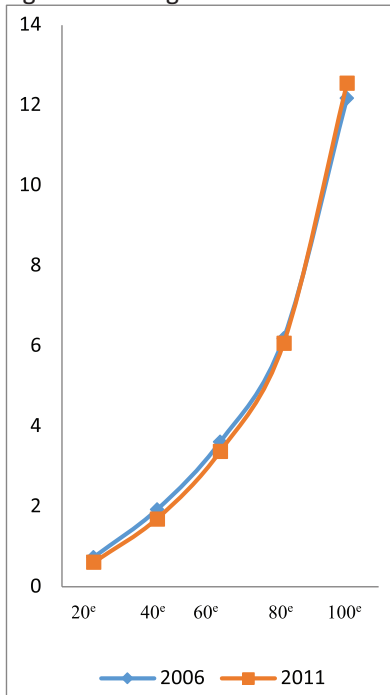


Figure A41. Tunisie

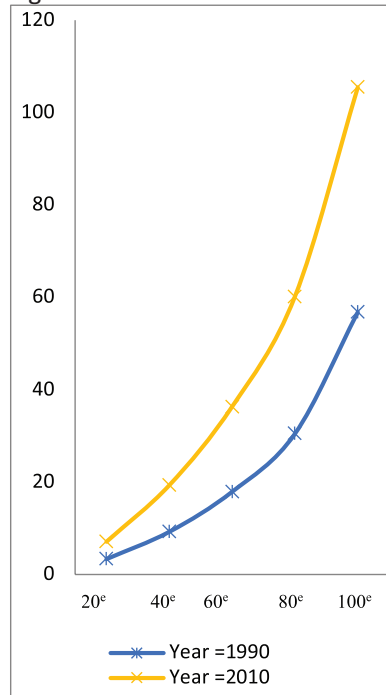
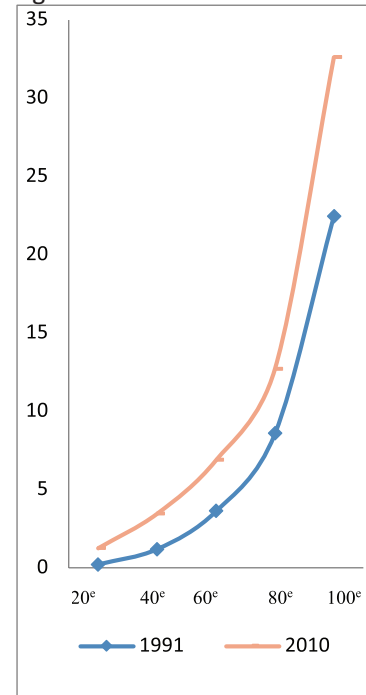


Figure A42. Zambie



Source : Calculs des auteurs fondés sur les données provenant des Indicateurs du développement dans le monde 2015 de la Banque mondiale.

Méthodes de mesure de la croissance inclusive

Indicateurs de tableau de bord

Il convient de rappeler que le Programme des Nations Unies pour le développement (2015) considère que pour être inclusive, la croissance doit se manifester dans les secteurs où les pauvres travaillaient (comme l'agriculture) et vivent (comme les zones peu développées et pauvres en ressources), utiliser les facteurs de production dont les pauvres disposent (comme la main-d'œuvre non qualifiée) et réduire les prix des biens que les pauvres consomment (comme les aliments, les combustibles et les vêtements). De même, Klasen (2010) suggère qu'une situation de croissance inclusive nécessite les éléments suivants :

- a) Des taux de croissance positifs des revenus par habitant ;
- b) Des taux de croissance des revenus primaire (revenus des salariés et travailleurs indépendants avant l'impôt) des groupes défavorisés prédéfinis (tels que les minorités ethniques, la population des régions en retard de développement, la population à faible revenu, la population des zones rurales et les femmes) qui soient au moins aussi élevés que les taux de croissance des revenus par habitant – de sorte que les groupes visés participent au moins de façon proportionnelle au processus de croissance.
- c) Une expansion des conditions de bien-être non liées au revenu qui dépasse ce taux moyen dans le cas des groupes défavorisés prédéfinis, les conditions en question étant notamment les résultats scolaires, l'amélioration du taux de survie (par exemple, l'inversion du taux de mortalité des enfants de moins de 1 et 5 ans), l'amélioration de l'état nutritionnel ainsi que l'accès aux transports, aux communications et aux services destinés aux ménages (eau propre, électricité, etc.) – de sorte que la situation de croissance des revenus réduise les désavantages.

Il ressort de ce qui précède que la croissance inclusive est un concept multidimensionnel. Pour le mesurer, plusieurs indicateurs rendant compte des différentes dimensions en présence doivent être utilisés. Les indicateurs de tableau de bord, à l'image du tableau de bord d'une voiture, sont un ensemble d'indicateurs utilisés pour mettre en lumière ces dimensions.

Un aspect positif de cette méthode est qu'elle englobe à la fois le revenu et les dimensions non liées au revenu, l'aspect négatif étant que, du fait du grand nombre d'indicateurs requis pour mesurer et évaluer la croissance inclusive, l'approche tend à être dispersée et à exiger beaucoup de données. Cela étant, on peut souvent choisir de se concentrer uniquement sur certains indicateurs, n'attribuant implicitement aucun poids à certaines dimensions ou variables.

Indice à score unique : l'indice de croissance inclusive

Une autre méthode utilisée pour mesurer la croissance inclusive consiste à construire un indice de croissance inclusive (Ncube, 2015 ; Ramos et al., 2013 ; McKinley, 2010). Ncube (2015) calcule l'indice de croissance inclusive (I) pour chaque pays sous la forme d'une moyenne géométrique, pour ce pays, des valeurs standardisées de divers indicateurs figurant dans l'équation (A1) :

$$IG_i = \sqrt[n]{S_{1i} + S_{2i} + \dots + S_{ji}} \quad (A1)$$

Dans laquelle ($i = 1, \dots, m$: pays i inclus dans le jeu de données), ($j = 1, \dots, n$: indicateur j inclus dans le jeu de données) et S_{ji} est un score normalisé pour les classements obtenus au regard de l'indicateur j pour le pays i . Les scores s'obtiennent à partir de l'équation (2) pour l'indicateur j pour chaque pays i .

$$S_{ji} = 100 * \left(\frac{m_j - r_j}{m_j - 1} \right)_i \quad (A2)$$

Dans laquelle r_j est un classement de pays au regard de l'indicateur j (par ordre décroissant) et m_j est le nombre total de pays pour lesquels des données sont disponibles pour l'indicateur S_j . Cette formule tient compte du nombre variable de pays pour lesquels des données sont disponibles pour des indicateurs spécifiques. Les scores normalisés obtenus à partir de l'équation ci-dessus se situent entre une valeur maximale de 100 (pour le rang le plus élevé) et de 0 (pour le rang le plus bas) pour chaque pays et chaque indicateur. Il est affecté à tous les indicateurs des poids égaux ($1/n$) lors du calcul de l'indice global de croissance inclusive (IG_i).

Un avantage de cette méthode est sa plus large couverture du résultat et du processus de la croissance inclusive. L'inconvénient est la difficulté d'obtenir une interprétation informative du résultat ou de l'indice. Il y a également un aspect arbitraire au choix des indicateurs et à l'attribution de poids à chaque indicateur. Pour une évaluation critique de la méthode d'agrégation d'une série d'indicateurs en un indice unique, voir Ravallion (2001).

Outils d'analyse de la croissance inclusive

Comme exposé plus haut, pour l'analyse de la croissance inclusive (Lundstrom, 2009), la croissance inclusive est synonyme de croissance absolue favorable aux pauvres⁶ grâce à l'augmentation de la productivité et aux nouvelles possibilités d'emploi. Ces deux auteurs ne proposent pas de mesure spécifique de la croissance inclusive, préférant fournir un cadre pour l'analyse des facteurs qui donnent lieu ou s'opposent à une forte croissance soutenue pour tous les groupes économiques. Leur analyse de la croissance inclusive comporte trois étapes. D'abord, ils entreprennent une analyse de fond portant sur les sources de la croissance et de la pauvreté ainsi que sur la dynamique de la productivité et de l'emploi. Ensuite, ils décrivent le profil des acteurs économiques à divers niveaux de désagrégation. Enfin, ils identifient les obstacles à la croissance inclusive pour chaque acteur économique. Cette méthode est utile pour cerner et hiérarchiser, pour chaque pays, les obstacles les plus contraignants au maintien d'une croissance élevée et à la réduction de la pauvreté. C'est une démarche qui, par contre, ne permet pas de mesurer le degré d'inclusivité de la croissance et de faire des comparaisons entre les pays. Elle néglige en outre les aspects distributionnels du revenu, en dépit des conclusions de Berg et Ostry (2011) selon lesquelles une croissance soutenue exige la réduction des inégalités de revenus.

⁶ La croissance absolue en faveur des pauvres est une croissance qui profite aux pauvres en termes absolus, c'est-à-dire qui fait augmenter leurs revenus. La croissance relative en faveur des pauvres est définie comme une croissance qui profite davantage aux pauvres qu'aux non-pauvres. C'est le cas lorsque le revenu des pauvres augmente plus rapidement que celui des non-pauvres. On trouvera des analyses détaillées du concept de croissance favorable aux pauvres dans Ravallion et Chen (2003).

Quoique chacune de ces approches présente des avantages propres, la mesure de la croissance inclusive basée sur la fonction utilitaire du bien-être social, avec son cadre unique intégrant à la fois croissance et équité, est plus intéressante (voir la section 3), les autres méthodes étant trop générales et se présentant plutôt comme des mesures du développement inclusif. En outre, la mesure unifiée nécessite moins de données et peut facilement être utilisée à des fins de comparaison entre pays.

Tableau A1: Croissance inclusive des pays : degré et composantes, 1990-2014

Nom du pays	Croissance des revenus	Croissance de l'équité des revenus	Croissance inclusive	Type de croissance Observations
Afrique du Sud	0,253	-0,053	0,200	Inclusive
Angola	0,067	0,013	0,080	Inclusive
Bénin	0,004	-0,007	-0,003	Inclusive
Botswana	0,384	-0,008	0,376	Inclusive
Burkina Faso	0,604	0,137	0,742	Inclusive
Burundi	-0,430	0,002	-0,428	Non inclusive
Cabo Verde	0,067	0,010	0,077	Inclusive
Cameroun	0,239	-0,031	0,208	Inclusive
Congo	0,019	-0,003	0,016	Inclusive
Côte d'Ivoire	-0,102	-0,040	-0,143	Non inclusive
Djibouti	0,328	-0,045	0,283	Inclusive
Éthiopie	0,625	0,110	0,736	Inclusive
Gambie	0,011	0,003	0,014	Inclusive
Ghana	0,263	-0,047	0,216	Inclusive
Guinée	0,090	0,155	0,245	Inclusive
Guinée-Bissau	-0,140	-0,077	-0,217	Non inclusive
Kenya	0,013	0,097	0,109	Inclusive
Lesotho	0,424	0,122	0,546	Inclusive
Madagascar	-0,066	0,019	-0,047	Non inclusive
Malawi	0,183	0,192	0,376	Inclusive
Mali	0,574	0,184	0,758	Inclusive
Maroc	0,401	-0,011	0,390	Inclusive
Maurice	0,039	0,000	0,039	Inclusive
Mauritanie	0,263	0,173	0,436	Inclusive
Mozambique	0,628	-0,011	0,616	Inclusive
Namibie	0,037	0,005	0,042	Inclusive
Niger	0,103	0,016	0,119	Inclusive
Nigéria	0,529	0,031	0,559	Inclusive
Ouganda	0,746	0,000	0,746	Inclusive
République centrafricaine	0,054	0,083	0,136	Inclusive
République démocratique du Congo	0,026	0,000	0,026	Inclusive
République-Unie de Tanzanie	0,417	-0,021	0,396	Inclusive
Rwanda	0,640	-0,020	0,619	Inclusive

Nom du pays	Croissance des revenus	Croissance de l'équité des revenus	Croissance inclusive	Type de croissance Observations
Sao Tomé-et-Principe	0,029	0,001	0,030	Inclusive
Sénégal	0,153	0,154	0,307	Inclusive
Seychelles	0,302	-0,034	0,268	Inclusive
Sierra Leone	0,026	0,008	0,034	Inclusive
Swaziland	0,177	0,096	0,273	Inclusive
Tchad	0,050	-0,005	0,045	Inclusive
Togo	0,006	-0,009	-0,003	Non inclusive
Tunisie	0,619	0,044	0,663	Inclusive
Zambie	0,373	0,084	0,457	Inclusive
Total	0,215	0,031	0,246	Inclusive

Source : Calcul des auteurs fondés sur les données tirées des Indicateurs du développement dans le monde 2017 de la Banque mondiale.

Tableau A2: Statistiques sommaires des principales variables du modèle de croissance inclusive

Variables	Moyenne	Écart type	Minimum	Maximum	Nbre
Croissance inclusive	0,25	0,29	-0,43	0,76	41
PIB par habitant initial (parité de pouvoir d'achat)	3 150,85	3 605,31	454,88	18 340,83	41
Abonnements au large bande (par 100 personnes)	0,48	1,39	0,00	6,28	37
Dépenses consacrées à l'éducation (% PIB)	17,04	5,08	6,90	26,23	39
Balance extérieure (% PIB)	-7,66	10,98	-32,67	25,92	38
IED (% PIB)	4,44	4,03	0,15	16,73	41
Téléphone fixe	3,40	6,39	0,21	29,89	41
Croissance du PIB par habitant	2,21	2,09	-2,83	6,76	41
PIB par habitant (parité de pouvoir d'achat)	3 575,10	4 080,15	646,29	19 664,95	41
Formation brute de capital fixe (% PIB)	19,89	7,13	7,12	44,23	38
Indice de Gini	45,00	7,40	31,48	62,15	41
Consommation du secteur public (% PIB)	15,33	5,73	6,03	34,25	38
Taux d'inflation	11,17	14,45	1,59	87,69	41
APD nette (% PIB)	10,76	7,75	0,32	31,10	41
Taux de change réel effectif	108,81	18,64	70,21	158,67	16
Recettes fiscales (% PIB)	16,55	7,80	3,18	43,97	32
Indice de la gouvernance africaine	57,53	10,40	37,07	84,57	41
Crédit au secteur privé (plan national) (% PIB)	19,38	17,94	3,39	84,85	41
Utilisation d'Internet (par 100 personnes)	4,24	7,05	0,14	27,93	41
Écart des taux d'intérêt	12,86	9,45	4,02	42,65	35
Rente des ressources naturelles (% PIB)	12,15	14,94	0,01	68,23	41
Ouverture commerciale (% PIB)	72,67	30,46	31,37	171,16	41
Volatilité du PIB	3,79	2,32	0,73	10,95	41
Pays pauvres en ressources minérales	0,51	0,51	0,00	1,00	41

Source : Calcul des auteurs fondés sur les données des Indicateurs du développement dans le monde 2017 de la Banque mondiale.